

Votre organisation deviendra-t-elle la nouvelle SDG Voice 2019 ?

La ministre du Développement durable et l'IFDD recherchent six nouveaux ambassadeurs SDGs (ou SDG Voices) pour 2019.

En tant que SDG Voice, votre travail consiste non seulement à informer sur les SDGs, mais également à motiver les gens à agir pour les atteindre. Votre organisation, entreprise ou association, recevra un budget de 25 000 euros à cet effet.

Votre entreprise ou organisation connaît-elle les SDGs de manière approfondie ? Avez-vous une histoire « SDGs » inspirante ? Voulez-vous encourager les autres à contribuer aux SDGs ?

Racontez-nous votre campagne SDGs et peut-être allons-nous pouvoir vous aider.
Plus d'informations sur le projet sont disponibles sur www.sdgs.be/sdgvoices2019



 #SDGForum2018 



DU GLOBAL AU LOCAL

Les SDGs ou objectifs de développement durable sont communs à tous. Pour rendre le monde plus durable, les gouvernements, les entreprises, les organisations et les citoyens doivent unir leurs forces. Lors du forum sur les objectifs de développement durable, des experts de tous les secteurs se réunissent pour échanger leurs expériences. Découvrez ce qui bouge au niveau international et local en termes de durabilité et d'objectifs de développement durable.

 #SDGForum2018 



 #SDGForum2018 

'SDGs : de, pour et par tout le monde

Bienvenue au tout premier SDG-Forum belge. Au fil de cette journée, des conférenciers internationaux, des débats, des sessions interactives, des stands d'information... vous mèneront vers une connaissance mondiale, locale, voire très personnelle, des SDGs. Le dénominateur commun à toute cette organisation ? « Les SDGs : de, pour et par tout le monde ».

De tout le monde

Le 25 septembre 2015, au nom des peuples, 193 pays membres des Nations Unies ont signé un nouvel agenda à l'horizon 2030. Il contient 17 objectifs - les Sustainable Development Goals ou SDGs - pour réengager le monde sur la voie du développement durable.

Pour tout le monde

Les SDGs abordent les principaux challenges de notre

époque, tant économiques, sociaux qu'environnementaux. Ceci en veillant à ne laisser personne de côté. Si les objectifs ne sont pas atteints, ce sera au détriment de la planète, au nôtre et, surtout, à celui des générations futures.

Par tout le monde

Les SDGs construisent surtout une histoire en « nous ». Chaque personne, entreprise, organisation, village, ville ou autre pouvoir public a quelque chose à apporter au monde, seule mais aussi, et surtout, ensemble. Ces objectifs ouvrent la pensée sur une approche globale et holistique, favorisant des partenariats inattendus.

En vous souhaitant beaucoup d'inspiration « SDGs »,

Les organisations partenaires



OBJECTIF 1 : ELIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES

La pauvreté recule, mais reste une réalité

BRUXELLES Éradiquer la misère reste un des grands défis de l'humanité. Si l'extrême pauvreté n'est qu'un phénomène marginal en Belgique, on y compte tout de même 20,7 % d'habitants en risque de pauvreté.

Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué au cours des dernières décennies. On comptait en 2015 quelque 836 millions de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour, contre 1,9 milliard en 1990. L'Onu souhaite en finir avec cette problématique d'ici 2030. « La croissance économique rapide dans des pays tels que la Chine et l'Inde a sorti des millions de personnes de la pauvreté », se félicite le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement). « Mais ce progrès est aussi réparti de façon inégale. Et les femmes sont proportionnellement davantage exposées à la pauvreté que les hommes, en ayant moins accès qu'eux au travail rémunéré, à l'éducation et à la propriété. »

À côté de cela, la communauté internationale s'est aussi donnée pour objectif de réduire de moitié au moins le nombre d'individus vivant dans toutes les formes de pauvreté, selon sa définition dans chaque pays. En Belgique, le seuil de pauvreté s'établit à 1.083 € par mois pour une personne vivant seule et à 2.274 € pour un ménage composé de deux adultes et de deux

enfants. Selon le SPF Sécurité sociale, 14,9 % des habitants du pays vivent en dessous de ce seuil.

LES PISTES DE L'ONU

Pour sortir de cette situation, les Nations unies recommandent de mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous. D'ici 2030, « une part importante des pauvres et personnes vulnérables » devra en profiter. Elles insistent également sur le besoin de « garantir l'accès aux services de base, à la propriété, aux nouvelles technologies, et à des services financiers adéquats, y compris la microfinance ».

Tant la garantie de l'accès à des aides financières que le développement d'un socle de protection social coûteront cher. L'Onu recommande donc de recourir à des sources de financement « multiples », alors que les États disent ne disposer que de capacités budgétaires limitées. Le secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), Angel Gurría, estime ainsi que « nous n'atteindrons pas nos objectifs sans le secteur privé, car



Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

www.sdg.be



chaque pays a ses contraintes budgétaires ». Les ONG recommandent toutefois d'être prudent avec ce genre de partenariat. Le CNCD 11.11.11 rappelle ainsi que « la privatisation de services et d'infrastructures publiques induit des coûts disproportionnés pour le secteur public et les personnes affectées. »

(cg)

CHIFFRE

150.000

En Belgique, 150.000 personnes se sont tournées vers une banque alimentaire pour manger suffisamment en 2017. Un chiffre en hausse de 30% depuis 2012.

Quelques initiatives

► Le Housing First a pour objectif de viser l'insertion sociale des personnes sans-abri les plus fragiles. Ici, c'est le logement qui est la première étape, et on peut y accéder sans conditions. Après une phase test réussie de trois ans, les Régions ont permis le maintien des pratiques Housing First dans les villes pionnières ainsi que leur expansion. Au niveau fédéral, une cellule de soutien au développement du Housing First a vu le jour : le Housing First Belgium LAB.



Ph. D.R.

tance matérielle à ces personnes. Le SPP Intégration Sociale peut ainsi fournir chaque année à environ 358 CPAS et 419 associations -en collaboration avec les 9 banques alimentaires du pays- des produits à distribuer gratuitement aux plus démunis à travers toute la Belgique. ■

► Grâce au Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), la Belgique reçoit via l'Union européenne des moyens d'offrir une aide alimentaire et/ou une assis-

Comment s'investir?

- Achetez des produits issus du commerce équitable
- Lors d'anniversaires, offrez la possibilité de faire un don à une association caritative au lieu d'offrir un cadeau classique
- Nettoyez votre garde-manger. Remplissez un sac de denrées non périssables et offrez-le à une banque alimentaire
- Partagez vos connaissances dans des centres communautaires (compétences digitales, comment écrire un CV, etc.)
- Parrainez un enfant pour qu'il puisse avoir accès à une meilleure nourriture, éducation, et santé.

Voici quelques exemples d'actions concrètes que l'on peut tous réaliser sur le terrain. Partagez avec nous vos expériences sur nos pages Twitter et Facebook (Metro Belgique) avec le hashtag #MetroODD

INTERVIEW MINUTE

« Un quart des Européens est en risque de pauvreté »

L'Europe a encore beaucoup à faire pour réduire le risque de pauvreté. « On n'y arrivera pas sans une réelle volonté politique », remarque Leo Williams, du réseau européen de lutte contre la pauvreté.

L'Europe a aussi été appelée à agir pour réduire la pauvreté...

« C'est un des aspects intéressants des Objectif de développement durable : il s'agit d'un cadre global, qui demande à tous les pays du monde de faire des efforts. En Belgique, plus de 150.000 personnes se sont tournées vers une banque alimentaire en 2017. C'est 30 % de plus qu'en 2012 ! 20,7 % de la population vit dans un risque de pauvreté (un indicateur légèrement différent du seuil de pauvreté, NDLR). »

Qu'est-ce que la pauvreté en Europe ?

« Vivre dans le risque de pauvreté signifie disposer d'un revenu disponible inférieur à 60 % du revenu médian, être en situation de privation matérielle sévère ou vivre dans un ménage à faible intensité de travail. Au niveau européen, ce chiffre est de 23,5 %. Le fait qu'un continent riche comme le nôtre permette à un près d'un quart de sa population de vivre dans cette situation est inacceptable. »

L'Europe est-elle en bonne voie pour réduire ce chiffre ?

« Il faudra faire mieux. Depuis 2008, le nombre de personnes à risque de pauvreté est passé de 116 à 117 millions, même si cela signifie une très légère baisse en proportion, de 24 à 23,5 %. Mais en 2008, l'UE



AFP / A-C Poujoulat

s'était fixé pour objectif de réduire ce chiffre de 20 millions. »

Comment faire ?

« La pauvreté est la conséquence de choix politiques. Pour le moment, la priorité est donnée au progrès économique plutôt qu'au progrès social. Il faudra une véritable volonté politique pour inverser la tendance. On entend parfois de belles paroles à ce sujet. Cela doit se traduire par une stratégie claire, qui concerne tous les secteurs de la société, de l'éducation à la formation en passant par le marché de l'emploi. Pour prendre un exemple concret, une amélioration de la situation peut, par exemple, passer par un revenu minimum garanti. Il doit être un socle de protection sociale dont on assure l'accessibilité à tous. »

(cg)

/// www.bapn.be

OBJECTIF 2 : ZÉRO FAIM

La lutte contre la faim à la peine

Après dix années de recul, la faim dans le monde est repartie à la hausse en 2016. Le phénomène touche désormais 815 millions de personnes, soit 11 % de la population mondiale.

Le dernier rapport des Nations unies sur la sécurité alimentaire dans le monde, publié fin 2017, dresse un constat alarmant. On y apprend que la tendance de réduction de la faim à travers le monde s'est inversée, avec une recrudescence du nombre de victimes de malnutrition. Cette tendance est largement due à la prolifération des conflits violents (au Yémen, par exemple, où 8,4 millions de personnes font face à la famine, en plein conflit avec le voisin saoudien). Mais cette situation est aussi la conséquence de chocs climatiques, estiment les Nations unies. Elles constatent que des régions en paix ont été touchées par des épisodes de sécheresse ou des inondations, notamment du fait du phénomène climatique El Niño. Des chercheurs mettent en garde contre le risque que ces crises alimentaires ne dégénèrent en conflits sociaux ou même en conflit armé.

LES PISTES DE L'ONU

La communauté internationale a décidé d'appeler à faire en sorte que chacun « ait accès tout au long de l'année à une nourriture saine, nutritive, et suffisante ». Elle recommande pour cela de « doubler la productivité agricole et les revenus des petits produc-

teurs », alors que la plupart des victimes de la faim se trouvent être des agriculteurs (voir ci-dessous). Cette situation, paradoxale, s'explique parfois par le choix de se tourner vers des monocultures d'exportation, comme l'arachide au Sénégal. « Les paysans doivent alors vendre leur production sur les marchés internationaux, puis acheter leur nourriture avec l'argent gagné », souligne Masse Nieng, représentant d'une organisation agricole au Sénégal. « Le problème, c'est que bien souvent, ils ne gagnent pas assez pour acheter cette nourriture. L'agriculture vivrière, qui consiste à produire ce que l'on mange, est plus adaptée pour lutter contre la faim. Et avec quelques formations et des aides pour acheter le matériel, elle peut être très efficace. »

L'objectif de réduction de la faim souligne également que cela doit se faire tout en « contribuant à la préservation des écosystèmes ». Une façon d'affirmer que la lutte contre la faim ne passe pas par le développement d'une agriculture intensive, souvent associée à la destruction des milieux naturels, mais bien par le renforcement des capacités des petits producteurs.

Camille Goret



2 FAIM «ZÉRO»



Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdgs.be



AFP / F. Brown

CHIFFRE

4.800 kcal

Le monde produit l'équivalent de 4800 kcal par jour et par personne, soulignait fréquemment Olivier De Schutter quand il était rapporteur des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. C'est deux fois plus qu'il n'en faut pour nourrir la planète. La question de la faim semble ainsi ne pas tant être un problème de production que de répartition de la nourriture.

Quelques initiatives

► Le potager d'insertion de Stokkem offre des bouts de terrain pour permettre aux usagers de cultiver leurs propres légumes. Une formation est offerte afin de débiter dans les meilleures conditions.

► De nombreux séniors rencontrent des problèmes d'alimentation. Le centre de soins Molenkouter, à Wichelen, porte une attention toute particulière à l'alimentation de ses résidents, qui peuvent cuisiner eux-mêmes leurs légumes. Le projet a reçu le soutien de la Fondation Roi Bau-douin.

Comment s'investir ?

-Soutenez les agriculteurs en achetant vos aliments au marché
-Lisez un livre sur la faim dans le monde. Une meilleure compréhension de ses causes et solutions vous aidera à faire la différence (par exemple : Faim zéro, de Jean Ziegler)

-Donnez de la nourriture aux écoles des pays en voie de développement. Quand les écoles fournissent le repas, l'assiduité aug-

mente.

-Si vous employez des travailleurs au salaire minimum, aidez-les pour leurs besoins tels que l'éducation de leurs enfants.

Voici quelques exemples d'actions que l'on peut tous réaliser sur le terrain. Partagez avec nous vos expériences sur nos pages Twitter et Facebook (Metro Belgique) avec le hashtag #MetroSDG



AFP / L. Marin

INTERVIEW MINUTE

« La politique belge ne va pas dans le bon sens »

L'agriculture familiale est le modèle le plus à même de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim, estime François Graas, responsable du plaidoyer pour l'ONG belge SOS Faim.



Ph. D.R.

Pourquoi miser sur l'agriculture familiale plutôt que sur d'autres modèles de production ?

« Le problème de la faim n'est pas tant un problème de nourriture disponible que d'accès à cette nourriture. Nous produisons assez pour nourrir tout le monde. Le souci, c'est que beaucoup n'ont pas les moyens d'acheter cette nourriture. Et bien souvent, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui ne gagnent pas suffisamment. »

En quoi l'agriculture familiale est-elle plus efficace de l'agro-industrie ?

« L'agriculture familiale est un modèle où les producteurs consomment le fruit de leur travail. On la dit parfois moins efficace que l'agriculture intensive. Mais une partie du rendement de cette agriculture n'est pas comptabilisé. Il faut notamment avoir en tête qu'une agriculture familiale efficace réduit l'exode rural, et tous les problèmes de pauvreté que cela pose dans les villes. Elle peut aussi réduire l'émigration, puisque les candidats au départ ont de quoi mener une vie satisfaisante sur place. »

Comment SOS faim soutient-elle l'agriculture familiale ?

« Nous soutenons financièrement des projets développés par des organisations locales de huit pays. Celles-ci travaillent notamment à l'amélioration des

techniques employées par les agriculteurs, via des formations, de l'achat de matériel, de la mutualisation de moyens... Nous les aidons aussi à se structurer. Cela peut mener au développement de coopératives, qui facilitent l'accès des petits producteurs aux marchés. Elles peuvent ainsi vendre d'éventuels excédents pour disposer de revenus et couvrir d'autres frais. »

Au niveau européen, vous plaidez également pour des changements de politique...

« La politique menée par la Belgique, par exemple, ne va pas dans le bon sens pour réduire le problème de la faim. Les choix actuels consistent à soutenir une agriculture très orientée business. Cela ne règlera pas le problème pour les familles qui n'ont pas de revenu. Nous plaçons également pour arrêter les exportations de produits européens subventionnés, comme le lait. C'est un non-sens d'exporter des produits à bas coût. Ils rendent la production locale non concurrentielle. Cela détruit les emplois des agriculteurs locaux, et les enfonce dans la pauvreté. Ils risquent alors de ne plus pouvoir acheter toute leur alimentation, même si elle est vendue à bas prix. »

(cg)

OBJECTIF BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

L'Onu veut la fin des « morts évitables »

Décès à l'accouchement, mais aussi tabagisme, accident de voiture... On meurt encore trop souvent de causes évitables. L'Onu veut en finir avec ce coût financier et humain d'ici 2030.

Les progrès enregistrés par la médecine au cours des dernières années ont changé la face du monde. Les femmes des pays occidentaux ne meurent plus lors de l'accouchement. En Belgique, seuls quatre enfants sur 1.000 ne vivent pas au-delà de 5 ans. Mais dans le même temps, ils sont toujours 176 au Burkina-Faso. Cet écart laisse à penser que de nombreux décès inutiles pourraient être évités. L'Onu souhaite voir ce chiffre descendre à moins de 25 dans tous les pays du monde.

FOCUS SUR LES MALADIES

Les objectifs de développement durable souhaitent également mettre un terme à la transmission de certaines maladies, notamment quand le monde médical sait comment freiner leur propagation. L'objectif a été fixé de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030. Mais on estime pour le moment que seul une dizaine de pays y parviendront. La Belgique a encore fort à faire, avec près de 1.000 nouvelles contaminations par an. Les Nations unies souhaitent éga-

lement en finir avec la tuberculose, le paludisme (via l'usage de moustiquaires, photo ci-contre), d'autres maladies tropicales, ainsi que celles transmises par une eau impure. Outre leur coût humain, ces maladies ont un coût sociétal élevé. D'abord parce qu'elles monopolisent des ressources médicales. Mais aussi parce que les familles touchées, trop occupées par la convalescence, se retrouvent en difficultés pour répondre à leurs besoins.

Dans la même logique, les nations unies se sont fixées pour objectif de réduire le nombre de suicide, en traitant mieux la santé mentale, le nombre d'accidents de voitures, ainsi que le nombre de décès liés aux addictions (tabac, alcool, autres drogues).

DE FORTES INÉGALITÉS

Une étude financée par la Fondation Bill & Melinda Gates estime que seuls 20 % des 37 sous-objectifs fixés dans le cadre de l'objectif Bonne santé et bien-être seront atteints. Ses auteurs soulignent également des « inégalités considérables » : les pays à revenus élevés



AFP / P. Verdy



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdgs.be



CHIFFRE

17.000

Le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans est passé de 12,7 millions en 1990 à 6,3 millions en 2013. Cela correspond à une baisse journalière de 17.000 décès.

(cg)

Comment s'investir ?

- ▶ Ne fumez pas
- ▶ Bougez plus, marchez pendant la pause déjeuner, ou allez au travail à vélo.
- ▶ Les maladies cardiaques restent la première cause de décès. Renseignez-vous et faites connaître les causes et symptômes.
- ▶ N'arrêtez jamais d'apprendre. Le travail et les activités pédagogiques aident les personnes âgées à sortir de la dépression. Apprenez une nouvelle langue, lisez, ou initiez un club de lecture.



Belga / J. Hamers

- ▶ Prenez du temps pour vous et vos amis.
- ▶ Sensibilisez les personnes autour de vous à la dépression, à la toxicomanie, et aux maladies neurologiques telles qu'Alzheimer. Soutenez les malades.

Quelques initiatives

- ▶ **Dilbeek veut une consommation d'alcool plus raisonnable**
Depuis 2011, une campagne menée par la commune de Dilbeek vise à réduire la consommation d'alcool par les plus jeunes. Les organisateurs d'événements, tels que les clubs de jeunes, peuvent obtenir du matériel de sensibilisation.
- ▶ **Les communes incitent leurs employés**
Des communes tentent de promouvoir une vie plus saine auprès de leurs employés. À Herentals, ils peuvent obtenir un pass santé, qui leur donne accès à la piscine ou à

une salle de sport. Des promenades sont également organisées, alors que la marche est reconnue comme étant l'une des activités physiques offrant le plus de bienfaits. Les marcheurs peuvent également recevoir des compteurs de pas, et enregistrer leurs activités sur le site www.10000stappen.be.

Voici quelques exemples d'actions que l'on peut tous réaliser sur le terrain. Partagez avec nous vos expériences sur nos pages Twitter et Facebook (Metro Belgique) avec le hashtag #MetroSDG

INTERVIEW MINUTE

« Un décalage croissant entre les villes et les zones rurales »

Le docteur Wim Van Damme, de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, se félicite de voir les Objectifs de développement durable adopter une « approche globale » pour réduire les problèmes de santé.



Ph. IMT

Depuis les objectifs du millénaire, on tente de réduire l'impact des maladies dans les pays en développement. Ça avance ?

« Les objectifs du millénaire, adoptés en 2000, étaient focalisés sur quelques maladies, qui touchent tout particulièrement les pays en développement. Il reste bien sûr essentiel de réduire la mortalité de maladies comme le sida, la malaria, ou la tuberculose. Mais il faut aussi prendre en compte l'apparition de maladie comme le diabète et l'hypertension. Les ODD visent à assurer une couverture médicale pour tous, et partout. »

Que cela change-t-il ?

« On n'est plus dans une relation où des pays riches aident les pays pauvres à progresser contre certaines maladies. La nouvelle approche est globale. Elle ne concerne pas uniquement les pays les moins avancés, mais également les pays émergents et les pays les plus riches. »

Quels sont les freins à une couverture maladie pour tous ?

« Le principal frein est évidemment financier : cela demande des moyens importants. Mais un autre problème est le décalage qui s'est créé entre la cou-

verture des populations des villes et celles des zones rurales. Le personnel médical tend à se concentrer dans les villes, où il y a plus de moyens financiers. »

Comment y remédier ?

« Il faut mettre en place des incitants pour que le personnel médical accepte de se rendre dans les zones rurales. Cela implique d'offrir un niveau de vie correct aux personnes prêtes à partir. Mais il faut surtout leur offrir des perspectives de carrière. En Guinée, nous travaillons à un projet en ce sens. Jusqu'ici, partir dans un centre de santé éloigné revenait trop souvent à faire une croix sur sa carrière. Nous développons un système de formations en ligne pour ces personnes. Le départ à la campagne doit ainsi apparaître comme un choix qui favorise la carrière sur le long terme. » (cg)

OBJECTIF 4 : ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, ET PROMOUVOIR LES POSSIBILITÉS

L'école pour tous



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Une éducation de qualité est essentielle pour améliorer la qualité de vie des populations. Des efforts sont à mener dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.

Il y a longtemps que la nécessité d'offrir à tous une éducation de qualité fait l'unanimité. C'est d'ailleurs le second objectif des objectifs du millénaire, adoptés en 2000, auxquels ont succédé les objectifs de développement durable. Le taux de scolarisation en primaire dans les régions en développement est ainsi passé de 83 % en 2000 à 91 en 2015. Sans surprise, les enfants des ménages les plus pauvres sont plus susceptibles de ne pas être scolarisés que ceux issus de familles plus aisées. L'objectif de mettre l'éducation de base à la portée de tous n'ayant pas été atteint, il figure toujours dans les objectifs de développement durable. Ceux-ci concernent également les pays les plus riches. Il s'agit là de mettre un terme aux importantes disparités qui existent au sein de classes d'âge. Les ODD stipulent ainsi qu'il faudra, d'ici 2030, « faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, à un coût abordable ». Cela doit « augmenter le nombre de jeune

et d'adultes disposant des compétences nécessaires à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat ».

FOCUS SUR LES DISCRIMINATIONS

La communauté internationale a également décidé d'insister sur la nécessité d'éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation. L'effort éducatif doit également porter sur l'effort des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable. Pour les rédacteurs des objectifs, l'intégration de tous doit contribuer à la « promotion d'une culture de paix et de non-violence ». Pour y parvenir, l'Onu rappelle les besoins de base de tout système éducatif. Il faudra « construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes, ou adapter les établissements existants à cette fin ». Elle appelle également les pays les plus riches à augmenter, dès maintenant, le nombre de bourses d'études offertes aux étudiants des pays développés, en particuliers les « pays les moins avancés ».



AFP / B. Langlois

Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.s.be



CHIFFRE

103 millions

103 millions de jeunes n'ont pas acquis les savoirs de base. Plus de 60 % d'entre eux sont des femmes.

Comment s'investir?



AFP / F. Guillot

- ▶ Enseignez votre langue maternelle à des migrants dans un centre de jeunesse ou ailleurs
- ▶ Soutenez les associations qui travaillent pour l'éducation dans les zones les plus pauvres
- ▶ Sortez l'éducation des murs de l'école et rendez-la amusante
- ▶ Partagez vos compétences avec ceux qui en ont besoin
- ▶ Voyagez, emmenez vos enfants au planétarium ou au musée
- Voici quelques exemples d'actions que l'on peut tous réaliser sur le terrain. Partagez avec nos expériences sur nos pages Twitter et Facebook (Metro Belgique) avec le hashtag #MetroODD
- ▶ Donnez des livres aux bibliothèques et écoles publiques qui en ont besoin

Quelques initiatives

- L'ONG Plan finance l'accès à l'éducation d'enfants dans les pays en voie de développement. Le principe est simple : une famille « parraine un enfant », même si l'argent va ensuite à l'ensemble de la communauté du bénéficiaire, afin de maximiser les effets positifs.
- L'Unicef travaille au bien-être des enfants de la planète, ce qui passe par une éducation de qualité. L'agence, entre autres activités, met en place des structures d'enseignement dans les camps de réfugiés. Elle travaille aussi au retour à l'école des enfants soldats.

INTERVIEW MINUTE

« Les pénuries d'enseignants sont un problème »

« En Belgique, la qualité de l'éducation offerte dépend trop souvent du niveau socio-économique dont est issu l'enfant », déplore Caroline de Cartier, de l'association Teach For Belgium. Elle souligne le besoin de rendre le métier d'enseignant plus attractif, afin d'attirer de très bons profils pour les élèves.



Ph. D. R.

Que peut faire la Belgique pour améliorer l'éducation ?

« Aujourd'hui, il y a un grand problème : un enfant issu d'un milieu socio-économique défavorisé n'a pas les mêmes chances qu'un enfant issu d'un milieu socio-économique favorisé. C'est d'autant plus problématique que l'écart entre ces deux élèves va se creuser au fil des années. Selon l'enquête Pisa 2017, un enfant de 15 ans issu d'un milieu défavorisé a déjà accumulé un retard de trois ans. »

Cette situation est renforcée par le manque de mixité sociale au sein des écoles.

« En Belgique, les enfants des milieux sociaux les plus favorisés se retrouvent souvent dans les mêmes établissements. Et ceux des milieux moins aisés se retrouvent également ensemble. Et c'est dans ces écoles que l'on va souvent faire face à des difficultés de recrutement des enseignants. Le problème se pose principalement en mathématiques et en sciences, ainsi qu'en néerlandais en Fédération Wallonie-Bruxelles, et en français en Flandre. »

Comment lutter contre la pénurie de professeurs ?

« Un des points essentiels est de revaloriser le métier

d'enseignant. Selon une enquête que nous avons menée à Louvain-la-Neuve, seuls 4 % des étudiants considèrent ce métier comme attractif. Il faut pourtant attirer les meilleurs profils vers ce métier, qui est essentiel puisqu'il forme les talents de demain. Chez Teach For Belgium, nous sélectionnons des gens engagés et motivés. Nous leur faisons suivre une formation continue de 2 ans, qui démarre avec cinq semaines pendant l'été. Ils sont ainsi prêts à enseigner pour la rentrée. Ils interviennent sur des postes confrontés à la pénurie de professeurs, ils n'ont donc pas besoin de l'agrégation pour démarrer. Pendant deux ans, ils sont encadrés par un tuteur, et bénéficient de nombreuses opportunités de développement professionnel. Nous encourageons ceux qui souhaitent continuer dans l'enseignement à obtenir en parallèle leur agrégation. Notre objectif est de fournir à ces enseignants débutants un maximum de conseils et d'outils afin qu'ils s'engagent dans la durée pour une éducation de qualité pour tous dans la lutte contre les iniquités. »

Teach For Belgium, qui bénéficie du soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, lance fréquemment des appels à candidature. La prochaine date butoir est fixée au 22 avril.

OBJECTIF 5 : PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER

Réduire le fossé entre les sexes

Le fossé entre les sexes se résorbe, mais ne disparaît pas. Malgré les progrès réalisés à de nombreux égards, les inégalités genrées perdurent, tous domaines et pays confondus. Bon élève en la matière, la Belgique peine pourtant à rectifier ses lacunes.

Il n'y a pas de sexe faible : tel est le message qu'entendent rappeler les Objectifs de développement durable (SDG). Entre autres objectifs, ils souhaitent voir s'accroître l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité. En partant sur la sensibilisation aux discriminations envers les femmes et les filles et en luttant contre leur propagation de façon préventive, les SDG comptent faire comprendre que l'égalité entre les sexes constitue un droit humain fondamental, et que celui-ci aura des conséquences positives en matière de développement. Depuis que le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a fait de cette égalité l'une de ses priorités dans les années 2000, des progrès significatifs ont été accomplis. Ils concernent tant dans l'éducation que le monde du travail. Alors que la scolarisation des filles a progressé et que la plupart des régions frôlent la parité filles-garçons dans l'enseignement primaire, quelque 41 % des travailleurs rémunérés (hors agriculture) sont désormais des femmes. Un chiffre en hausse au regard des 35 % en 1990.

DES INÉGALITÉS PERSISTANTES

Malgré ces progrès, la discrimination entre les sexes perdure, dans plusieurs domaines et dans plusieurs pays. Exploitations et violences sexuelles, accès à l'enseignement ou au marché du travail, répartition inégale du travail domestique, espérance de vie, analphabétisme... Dans la sphère privée comme professionnelle, les femmes endurent encore des violences de toutes formes. Dès lors, garantir leurs droits sociaux, économiques ou institutionnels reste une condition sine qua non à l'amélioration de la condition des femmes aux quatre coins du globe. Certes, la Belgique prend de nombreuses mesures pour éradiquer les différences. Mais le pays n'est pas exempt de tout reproche. Le fossé entre hommes et femmes ne se résorbe pas sous tous les prismes. La lutte contre la discrimination à l'emploi, et particulièrement à la rémunération, s'essouffle. La Belgique est sur la bonne voie, mais elle doit prendre plus de mesures pour assurer une égalité économique. Il lui re-



AFP / A. Cowie

vient également de maintenir ses efforts pour augmenter la représentation féminine dans les organes gouvernementaux ou dans des fonctions à haut pouvoir décisionnel. Rappelons qu'en Belgique, à fonction identique au sein de la même entreprise, l'écart salarial annuel moyen entre les sexes oscille entre 22 et 20 %, selon les sources. (gg)



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdgs.be



CHIFFRE

10 ans

Les femmes gagnent toujours 20 % de moins que les hommes. Il leur faut en moyenne dix ans de carrière supplémentaire pour gagner autant que leurs alter ego masculins.

Comment s'investir ?

- Au travail, augmentez la représentation des femmes dans les postes à responsabilité.
- Si vous êtes une femme, ayez conscience de vos droits et défendez-les.
- Encouragez les écoles à offrir des bourses universitaires à des filles/femmes.
- Faites en sorte qu'un bon équilibre entre travail et vie de famille soit ancré dans la culture de l'entreprise.



AFP / J. Watson

Voici quelques exemples d'actions que l'on peut tous réaliser sur le terrain. Partagez

avec nous vos expériences sur nos pages Twitter et Facebook (Metro Belgique) avec le hashtag #MetroSDG

Quelques initiatives

« She decides » : Lancé par la Belgique et les Pays-Bas il y a tout juste un an en réponse à la décision américaine de suspendre les aides financières aux organisations qui œuvrent en faveur d'un avortement sûr, ce projet en faveur des droits sexuels et reproductifs des filles et des femmes rencontre un succès retentissant.

/// www.shedecides.com

« Bpost » : Engagée à se développer autour de valeurs communes avec les Objectifs de développement durable, Bpost tend à garantir une égalité entre les sexes sur les lieux de travail via le label 'Diversité', reconnu par la Région de Bruxelles-capitale

/// www.theshift.be/en/members/bpost

INTERVIEW MINUTE

« Un gros travail à fournir dans le socio-économique »

L'évolution positive dans la lutte contre la discrimination genrée dont se félicitent nos politiques doit être nuancée, d'après Véronique De Baets, experte de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH). Notamment pour améliorer l'égalité socio-économique.



Ph. D.R.

La lutte contre la discrimination en Belgique est-elle sur la bonne voie ?

« Nous jouissons d'un cadre législatif anti-discrimination très complet, même au sein de l'Union Européenne. Là où la Belgique a encore un gros travail à effectuer, c'est au niveau socio-économique. Dans ce domaine, le cadre légal est parfois limité, voire inefficace. »

Vous avez un exemple ?

« L'exemple classique est l'emploi et, par extension, l'écart salarial. Certes, l'écart est en 'faible diminution constante'. Mais deux types de calculs existent. Le premier se fait sur base horaire. Une femme gagne en moyenne, par heure de travail prestée, 7,6 % en moins qu'un homme. Ce qui relève de la discrimination salariale pure, ce qui peut être sanctionné par la loi. Mais les plaintes contre les employeurs ne suivent que très rarement. Le second calcul se fait sur base annuelle, en prenant davantage en compte l'emploi à temps partiel : cet écart salarial, dû à des pratiques de carrières, s'élève ici à environ 21 %. Cette discrimination n'est pas sanctionnée par la loi, car elle est liée à des inégalités culturelles. La discrimination liée à la qualité de l'emploi n'est pas prise en compte par un cadre légal. Les temps partiels par exemple, plus précaires, augmentent en Belgique et les femmes y ont majoritairement recours. L'évolution est donc positive dans la lutte contre les discriminations

salariales, mais la Belgique doit notamment fournir des efforts pour offrir des emplois de qualité. »

Quels leviers peuvent-ils encore être actionnés ?

« Il y en a plusieurs. Travailler sur une meilleure répartition des tâches dans la sphère privée est une piste. Tant que le partage ne sera pas plus égal, le partage du travail rémunéré ne le sera pas non plus. Outre l'éducation, qui est la piste principale, les pouvoirs publics peuvent améliorer les congés parentaux. Plus ils peuvent être pris de façon flexible et morcelé en fonction des besoins, plus les hommes y ont recours. Il faudrait aussi idéalement doubler le congé de paternité (il est actuellement, de dix jours à prendre dans les quatre mois qui suivent la naissance de l'enfant) et le rendre en partie obligatoire, car 11 % des hommes ont encore des difficultés à le prendre. À l'IEFH, nous sommes par contre opposés aux systèmes de transferts de congé entre les parents, comme cela existe ailleurs, car ils éloignent les femmes du marché du travail et les hommes de leurs enfants. »

(gg)

www.igvm-iefh.belgium.be

OBJECTIF 6 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT



L'eau, essentielle au développement durable

Chaque année, des millions de personnes, surtout des enfants, meurent de maladies liées à une eau impure. Mais le monde pourrait bien connaître un autre problème : la pénurie d'eau potable.

La planète terre a beau être composée à 70 % d'eau, accéder à l'eau potable n'est pas toujours simple. Quelque 663 millions de personnes en sont encore privées, et un tiers de l'humanité n'a pas accès à des services d'assainissement corrects. Pour l'Onu, il est donc primordial d'assurer d'ici 2030 l'accès universel et équitable à l'eau potable, et ce à un coût abordable. La communauté internationale a fixé dans ses objectifs de développement durable quelques lignes directrices afin d'y parvenir. Elle insiste sur la nécessité d'une gestion durable de la ressource (voir ci-dessous), tant pour en assurer la qualité que pour préserver les écosystèmes. Dans les pays occidentaux, cela se traduit par un besoin de limiter les quantités de produits chimiques (engrais, produits d'entretien...) arrivant dans les nappes phréatiques. Dans les pays en développement, c'est le traitement des eaux usées qui est essentiel. L'absence d'accès à un mauvais assainissement favorise la propagation de maladies mortelles, comme les diarrhées. Une situation d'autant

plus regrettable que des solutions simples à mettre en œuvre existent, comme les toilettes sèches. Des coopérations transfrontalières pourraient également être nécessaires afin d'assurer un accès pour tous sans générer de conflit. Car entre réchauffement climatique et démographie galopante, certains experts redoutent que l'accès à l'eau ne devienne le principal risque de conflit.

DÉJÀ DES PÉNURIES

Le problème de l'accès à une eau de qualité pourrait prendre une tout autre dimension avec le réchauffement du climat. L'Onu s'attend à ce que d'ici 2050, au moins une personne sur quatre vive dans un pays affecté par des pénuries d'eau chronique ou fréquente.

Ce risque est devenu particulièrement tangible au cours des derniers mois. La métropole sud-africaine du Cap risque de faire face dans les semaines qui viennent à une sévère pénurie d'eau. Les robinets pourraient se retrouver à sec, obligeant les habitants à faire la queue pour recevoir une ration quotidienne



Ph. Pexels

d'eau. Afin de repousser l'échéance, la population a déjà été appelée à se montrer parcimonieuse lors de sa douche, de moins tirer la chasse d'eau des toilettes... Mais rien n'y fait. Et bien que la ville ait réduit sa consommation de 1,1 milliard de litres à 586 millions, le niveau des réserves reste dramatiquement bas. Les autorités redoutent le chaos si des distributions devaient être mises en place. « On risque de se retrouver avec 5.000 personnes à

chaque point de distribution tous les jours. Ça va être un cauchemar logistique », anticipe Helen Zille, la dirigeante de la province du Cap-Occidental. Et ce chaos pourrait bien n'être qu'un avant-goût de ce qui attend la planète. ■

CHIFFRE

80 %

Plus de 80 % des eaux usées résultant des activités humaines sont déversées dans les rivières ou la mer sans aucune dépollution.

/// www.sdg.be

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Comment s'investir ?

► Fermez le robinet quand vous brossez les dents ou vous savonnez sous la douche.

► Conservez la moindre goutte d'eau. Après avoir fini votre boisson, s'il reste des glaçons, mettez-les dans des pots de fleurs. Vous pouvez également y verser le fond de votre verre si vous ne l'avez pas terminé.

► Réparez les fuites d'eau chez vous. Un robinet qui fuit peut gaspiller 11.000 litres d'eau par an.

► Embauchez un plombier écoresponsable pour réduire le gaspillage d'eau, d'énergie, et de produits chimiques.



Ph. Pexels

► Lisez un livre sur l'eau. Il augmentera votre compréhension de l'impact de l'eau sur les sociétés, l'économie, et notre planète.

► Ne versez jamais de substances toxiques telles que de la peinture ou des agents chimiques dans les toilettes. Cela pollue les rivières et nuit à la santé de la vie aquatique.

Quelques initiatives

► Enable, l'agence de la coopération belge, s'intéresse particulièrement aux problèmes d'accès à l'eau. En RDC, elle a soutenu le développement de petits réseaux autonomes autour de points de pompage. Ainsi à Kibamseke, sans la grande banlieue de Kinshasa, l'installation d'un tel réseau évite aux habitants de parcourir jusqu'à 4km à pied avec des bidons d'eau. Les bénéfices dégagés par la vente de l'eau sont réinvestis dans le développement d'infrastructures communautaires (bibliothèques, centre informatique...).

► L'université de Gand travaille à un projet afin de rendre l'eau de mer potable. Elle a développé une technologie permettant de la dessaler et de générer de l'énergie. C'est une première, puisque jusqu'ici, dessaler l'eau était une solution très énergivore.

INTERVIEW MINUTE

« Il est nécessaire de réduire notre usage direct et indirect de l'eau »

Partout dans le monde, une meilleure gestion de l'eau est impérieuse. Marc Despiegelaere, de l'ONG Protos, appelle à prendre conscience de notre consommation d'eau, qu'elle soit directe ou indirecte.

Vous faites une distinction entre l'usage direct de l'eau et l'usage indirect.

« Chacun de nous a un usage direct de l'eau. C'est l'eau que l'on consomme pour boire, pour se laver, pour le ménage... Cet usage s'élève, en moyenne, à 114 litres par jour et par personne. Et puis il y a l'usage indirect. Il s'agit de l'eau qui est utilisée pour produire ce que nous consommons. Les quantités d'eau consommées de cette manière sont beaucoup plus importantes, avec une moyenne de 7.400 litres par jour et par personne. »

Pour quels produits, par exemple ?

« Pour produire un steak de 200 grammes, 4.000 litres d'eau sont nécessaires. Ce chiffre peut surprendre. Mais il faut savoir que les animaux élevés dans des conditions industrielles se nourrissent avec du soja importé, entre autres. Il vient souvent du Brésil. Il y a des régions de ce pays qui commencent à connaître des conflits liés à l'usage de l'eau, car ces cultures ont des besoins énormes. Le bétail élevé dans des prés, en Ardennes par exemple, pose moins de problème puisqu'il se nourrit à partir d'herbe. On peut aussi citer l'exemple des asperges vertes, qu'on trouve toute l'année dans nos supermarchés. Elles viennent du Pérou, où elles sont cultivées dans des zones où l'accès à



Ph. D.R.

l'eau n'est pas toujours évident. Là-bas aussi, cela provoque des conflits sociaux entre agriculteurs et citoyens qui voient leur accès à une eau potable remis en question. »

Les efforts pour réduire notre consommation directe ne sont-ils pas dérisoires par rapport aux quantités d'eau consommées de manière indirecte ?

« L'usage des savons et produits chimiques fait que la nature n'est pas capable de dépolluer elle-même les eaux usées. Nous devons alors construire des stations d'épuration, et traiter toutes ces eaux. Ce processus exerce une forte pression sur l'écosystème. Réduire notre consommation directe d'eau permet de réduire cette pression, c'est donc tout aussi important que surveiller notre consommation indirecte. » (cg)

/// www.protos.ngo

OBJECTIF 7 : GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE

Réduire la précarité énergétique

Confronté au réchauffement climatique, à la raréfaction des ressources naturelles et à une explosion démographique, l'Homme voit les énergies renouvelables comme une solution d'avenir. Mais de nombreux pays à la recherche de croissance immédiate restent frileux à l'idée d'investir massivement dans cette technologie, pourtant cruciale, pour réduire la précarité énergétique et décarboniser la société.

Plusieurs millions d'êtres humains n'ont toujours pas accès à certaines ressources vitales dont l'énergie fait partie. On estime qu'une personne sur cinq n'a toujours pas accès à l'électricité alors qu'environ 3 milliards d'individus dépendent encore du bois, du charbon ou des déchets animaux pour cuire leur nourriture ou se chauffer. Face aux conséquences désastreuses du réchauffement climatique et alors que la demande énergétique ne cesse de progresser, les pouvoirs publics s'engagent à réduire drastiquement l'empreinte écologique des différentes sources d'énergies, responsables d'environ 60 % des émissions de gaz à effet de serre. Aux quatre coins du globe, cette transition vers des systèmes éco-responsables fait la part belle aux énergies renouvelables afin d'augmenter l'efficacité énergétique et de soutenir la croissance tout en préservant l'environnement.

TROP PEU D'AMBITION

Toutefois, les progrès réalisés restent trop lents car ils impliquent des investissements massifs et immédiats dans des infrastructures pour obtenir des objectifs à long terme. Une vision aux antipodes des besoins de certains pays en voie de développement désireux de rattraper leur retard sur l'échiquier dans la course économique mondiale. Et dans les pays riches, les avancées patinent. Pour atteindre leur objectif et fournir à chaque foyer de l'électricité à un coût abordable d'ici 2030, les gouvernements doivent donner un coup d'accélérateur aux alternatives renouvelables. Une étude réalisée par l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) pointait récemment leur trop faible déploiement en Europe où elles occupaient 17 % de la consommation totale d'énergie en 2016.

La Belgique n'est pas non plus assez



AFP / I. Ocon

ambitieuse. Tous secteurs confondus, seulement 8,7 % de l'énergie consommée provient du secteur renouvelable. Au sein de l'UE, seuls les Pays-Bas (6 %), Malte (6 %) et le Luxembourg (5,4 %) enregistrent de plus mauvaises performances. À l'heure où la précarité énergétique concernait encore un ménage belge sur cinq en 2016, de nombreux efforts restent à fournir. La volonté de la Belgique à sortir du nucléaire d'ici 2025 devra s'accompa-

gner de mesures qui faciliteront cette transition durable si elle veut à la fois diminuer son empreinte écologique tout en assurant un accès à l'énergie à tous ses citoyens. Pour rappel, le pays entend atteindre la barre des 13 % d'énergies renouvelables dans sa consommation globale d'ici 2020. Malgré certains progrès, le pays accuse encore un sérieux retard. (gg)



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdgs.be

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

D'autres initiatives

DEME NV

Pionnière dans la production d'énergie bleue, la firme DEME propose différentes solutions houlomotrices et marémotrices à destination des acteurs dans le milieu fluvial.

Janssen Pharmaceutica

Janssen Pharmaceutica est devenue la première entreprise en Flandre à isoler ses bâtiments au moyen d'énergie géothermique sur son site de Beerse-Vosselaar.

Comment s'investir



AFP / B. Sax

- Couvrez les casseroles quand vous faites bouillir de l'eau. Cela économise 75 % d'énergie.
- Éteignez les équipements électriques (télévisions, ordinateur...).
- Utilisez des ampoules basse consommation.
- Éteignez la lumière dans les pièces que vous n'utilisez pas. Éteindre la lumière, même pendant quelques secondes, économise plus d'énergie que ce qu'il faut pour qu'elle se rallume, peu importe le type d'ampoule.
- Baissez le thermostat et remplissez votre maison de tapis pour conserver la chaleur.
- Remplissez votre bouilloire seulement jusqu'au niveau d'eau désiré

INTERVIEW MINUTE

« Il faut un usage combiné de l'énergie ! »

Greenpeace fusillait récemment la pollution générée par le web en raison de sa glotonnerie énergétique. Alors que la tendance s'accélère, un usage combiné de cette énergie au quotidien pourrait amortir ce phénomène, d'après le professeur spécialiste de l'énergie à l'Université de Liège Damien Ernst.



Nos politiques prennent-ils cette pollution spécifique en compte ?

« Pas du tout. Dans les scénarios de décarbonisation de la société, on parle toujours de réduire la consommation grâce à l'augmentation de l'efficacité énergétique. Mais ils ne prennent absolument pas en compte que des nouvelles charges arrivent. Ils sous-estiment totalement les immenses charges du secteur ICT (information and communication technologies) qui seront comparables sinon supérieures à celles du transport aérien ! »

Le privé doit-il du coup prendre la relève ?

« Ils ne savent faire que très peu de choses. Certaines stratégies pourraient être efficaces comme faire tourner des petites fermes de serveurs dans les caves des immeubles d'habitations. Ça permettrait par exemple de récupérer la chaleur produite par l'énergie électrique. Donc une piste intéressante serait un usage combiné de la puissance électrique pour faire exister cette industrie digitale et d'en récupérer la chaleur. On pourrait très bien imaginer que nous ayons chez nous des serveurs à la place de chauffages électriques. On

parle aussi des grosses charges issues des systèmes qui créent des crypto-monnaies. Donc on pourrait aussi imaginer qu'à la place de chauffages électriques, nous ayons à domicile des ordinateurs qui réalisent du 'mining' de crypto-monnaies. »

Que peut faire un citoyen lambda pour réduire l'empreinte écologique de son empreinte numérique ?

« C'est vrai que tout le monde consomme énormément d'énergie au quotidien pour envoyer des mails et leur navigation web mais ce sont les photos, les réseaux sociaux et les vidéos qui sont les plus énergivores. À côté de ça, le comportement le plus évident consiste à ne pas changer de smartphone régulièrement parce que sa fabrication nécessite quasi 40 fois plus d'énergie que son utilisation. Et cette remarque s'applique aussi aux autres objets technologiques. C'est un peu la face cachée de cette industrie. » (gg)

CHIFFRE

20 %

La digitalisation croissante de la société humaine pâtit d'une lourde empreinte énergétique, et donc écologique. « L'Économie digitale » pourrait représenter, à elle seule, 20 % de la consommation électrique totale de la planète d'ici 2020, soit une croissance annuelle de 10 % pour ce secteur, d'après Damien Ernst, professeur spécialiste de l'énergie à l'Université de Liège.

OBJECTIF 8 : TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le travail des enfants doit encore être éradiqué

Dans le monde entier, 201 millions de personnes n'ont pas de travail, dont près de 74 millions de jeunes. Beaucoup d'autres personnes travaillent dans des conditions déplorable pour un salaire de misère. Pour ces personnes, un travail équitable est le chemin le plus court pour sortir de la pauvreté.



AFP / M. Zaman

D'ici 2030, les Nations unies veulent réaliser une croissance économique durable qui laissera le moins de gens possible à quai. Dans les pays les moins développés, cette croissance devra atteindre au moins 7 % du PIB par an.

Cette croissance économique ne peut toutefois pas être une croissance à tout prix. Elle doit s'accompagner de meilleures conditions de travail, souligne l'Onu dans ses objectifs de développement durable. Travail obligatoire, travail des enfants et esclavage moderne doivent, notamment, désormais faire partie du passé. Aujourd'hui encore, 168 millions d'enfants travaillent dans le monde, souvent dans des conditions précaires.

Les habitants des pays européens contribuent à cette évolution, par exemple en privilégiant les vêtements fabriqués dans le respect des conditions de travail des travailleurs ou en optant pour des produits pour lesquels les producteurs locaux reçoivent un prix équitable.

ATTEINDRE LE PLEIN-EMPLOI

En Belgique, avec 6,6 %, le chômage se situait en décembre 2017 un peu en dessous de la moyenne européenne de 7,3 %. Il subsiste toutefois de grandes différences régionales. Bruxelles fait face à un chômage de plus de 16 % et un chômage des jeunes de plus de 24 %, tandis que la Flandre figure parmi les leaders européens en matière de plein-emploi.

Notre pays se classe parmi les bons élèves en matière de conditions de travail, mais certains groupes sont plus fragiles que d'autres. Les jeunes, les femmes, les personnes peu qualifiées et les migrants atterrissent souvent dans des jobs précaires. Le chômage chez les allochtones se situe bien au-dessus de la moyenne et diminue plus lentement que le chômage total. En Flandre, un jeune sur cinq ayant des antécédents de migrant est sans emploi. (jm)



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CHIFFRE

2,2 milliards

Près de 2,2 milliards de personnes vivent en deçà du seuil de pauvreté fixé à 2 \$ par jour. L'élimination complète de la pauvreté n'est possible que s'il y a des emplois stables et bien rémunérés.

INTERVIEW MINUTE

Rising You forme des réfugiés au travail en hauteur

Rising You dispense des formations de travailleur en hauteur à des réfugiés. Après cette formation, ils trouvent quasi tous immédiatement un job, explique Benjamin Gérard.



Ph. D.R.

Quel est le travail de Rising You ?

« Nous avons démarré nos activités en septembre 2015. Nous avons créé un club d'escalade, avec lequel nous nous adonnons à l'escalade en salle, à l'extérieur et à la spéléologie. À côté de cela, nous organisons des formations pour les réfugiés. »

Quel métier leur apprenez-vous ?

« Nous avons instauré des formations de peintres industriels de pylônes à haute tension et de monteurs télécom. Ils apprennent, par exemple, à monter des antennes GSM sur des pylônes et des bâtiments. Dans le cadre d'une nouvelle formation, les étudiants vont apprendre à monter des pylônes à haute tension et à tirer des lignes à haute tension de pylône en pylône. »

Qui est le bienvenu chez vous ?

« Tout le monde est le bienvenu dans le club d'escalade. Nous ne procédons volontairement à aucun contrôle d'identité. La formation, en revanche, est uniquement accessible aux personnes inscrites comme chercheur d'emploi et qui peuvent donc légalement travailler dans notre pays. Cela n'a aucun sens de former des jeunes qui n'ont pas accès au marché du travail. Les personnes qui sont encore en pleine procédure de demande d'asile ou qui sont protégées subsidiairement peuvent aussi participer. Bien entendu, les

autochtones sont aussi les bienvenus. »

Combien d'étudiants ont trouvé un job après leur formation ?

« Sur les deux premières formations, nous avons accompagné les 24 participants dans le décrochage d'un job. Sur la dernière formation, 10 sur 11 ont un job. »

Où pratiquez-vous l'escalade ?

« Nous grimpons dans une salle d'escalade à Saint-Gilles, mais à terme nous aimerions exploiter notre propre salle d'escalade et centre de formation. Pour l'instant, il existe trop peu d'infrastructures d'escalade à Bruxelles. Dès que le temps le permet, nous allons faire de l'escalade à l'extérieur. Pour beaucoup de réfugiés provenant de régions rurales, cela fait beaucoup de bien de se retrouver dans la nature. » (jm)

Comment s'investir ?



AFP / P. Huguen

- Encouragez les jeunes à découvrir des milieux professionnels sains.
- Soutenez les campagnes internationales qui visent à mettre fin à l'esclavage moderne, au travail forcé, et au trafic d'êtres humains.
- Soutenez les opportunités d'emploi pour les jeunes.
- Devenez prêteur de micro-crédit.

- Offrez plus de stabilité en proposant des contrats à long terme pour les jeunes professionnels.
- Comme employeur, assurez des conditions de travail sûres.
- Aidez financièrement les programmes de formation et de développement qui renforcent les compétences.

OBJECTIF 9 : INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURES

Les infrastructures, la clé de la prospérité



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



Belga / B. Fahy

Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be



Des milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, à des sanitaires ou à l'internet. Pourtant, les investissements dans l'infrastructure créent plus de prospérité.

Dans les pays les moins développés, l'infrastructure de base est sous-dimensionnée. Dans le monde, 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, 2,5 milliards doivent se débrouiller sans infrastructures sanitaires de base, 800 millions ne disposent pas d'eau potable et 1 à 1,5 milliard n'ont pas une bonne liaison téléphonique. Plus de 4 milliards de personnes n'ont également pas accès à l'internet.

Pourtant, une connexion peut être une riche source de connaissances et d'informations, et contribuer ainsi à l'innovation et l'entrepreneuriat. En Belgique, 82 % de la population dispose d'une connexion internet, ce qui est un bon score. Néanmoins, beaucoup de personnes ne possèdent pas les compétences numériques nécessaires. De plus, certains

groupes sont laissés à quai. C'est ainsi que, au niveau mondial, 33,4 % des femmes ayant un niveau d'éducation peu élevé n'ont encore jamais utilisé internet, contre 25,5 % chez les hommes.

EN BELGIQUE, LES FILES POSENT PROBLÈME

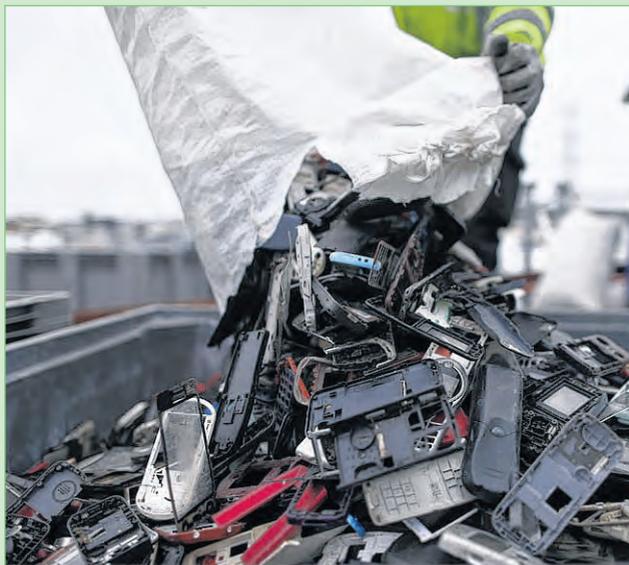
En Belgique, c'est surtout le trafic qui fait figure de point noir. Pour désen-

combrer les routes congestionnées, il faudra multiplier les transports publics et favoriser l'utilisation du vélo. Actuellement, l'auto (et la moto) est utilisée pour 76 % du transport total dans notre pays. Les Nations Unies visent le chiffre de 65 % d'ici 2030 et même 50 % à long terme.

Les investissements dans la recherche sont aussi un moteur important de la croissance économique. Ils

sont mentionnés dans les Objectifs de développement durable au même titre que les investissements dans l'infrastructure et l'industrie. La Belgique consacre près de 2,5 % de son PIB à la recherche et au développement. C'est plus que la moyenne européenne de 2 %, mais moins que l'objectif de 3 % que veut atteindre l'UE d'ici 2020. (jm)

Comment s'investir?



AFP / C. Triballeau

-Financez des projets qui fournissent des infrastructures qui répondent aux droits fondamentaux.

-Ne jetez pas, donnez. On veut souvent moderniser nos gadgets électroniques, mais ils sont souvent encore en état de marche.

-Soutenez les infrastructures durables utilisant des ressources respectueuses de l'environnement.

-Organisez un petit événement pour que les gens donnent leurs téléphones portables usagés.

-Soyez au courant des nouvelles technologies et innovations.

-Rendez les villes plus saines. Transformez les espaces inutilisés sur les toits en toitures végétalisées. celles-ci améliorent la qualité de l'air, augmentent l'isolation, et absorbent le bruit.

-Employez plus de chercheurs et de spécialistes du développement dans le secteur industriel.

INTERVIEW MINUTE

« Nous ne nous rendons pas compte de la valeur que peuvent avoir nos vieux appareils »

Chez « urban mining », on récupère les matières premières des appareils électroniques. Marjolein Scheers, porte-parole d'Umicore, explique comment on procède.



Ph. D.R

Qu'est-ce qu'« urban mining » ?

« Chez urban mining, les métaux ne sont pas extraits par exploitation minière, mais ils sont recyclés au départ des appareils électroniques que nous utilisons dans la vie quotidienne. Nous récupérons par exemple les métaux des cartes de circuits imprimés des ordinateurs, des GSM et des catalyseurs des voitures. »

De quels métaux s'agit-il ?

« Nous pouvons recycler dix-sept métaux différents. Il s'agit par exemple d'or, d'argent et de cuivre. Les matériaux sont d'abord fondus, ensuite nous en extrayons les métaux étape par étape. De 35.000 GSM, nous retirons environ 1 kg d'or et pas mal d'autres métaux. »

Pouvons-nous recycler encore mieux ?

« Actuellement, seule une petite partie des appareils électroniques est récoltée. On oublie généralement les appareils plus petits. Les gens ne se rendent pas toujours compte de la valeur que ces appareils renferment encore. Dans un smartphone, il y a encore environ 1 à 1,5 € de matériaux réutilisables. »

J'ai un vieux GSM qui traîne chez moi, quelle est la meilleure chose à faire avec ?

« Vous pouvez rapporter vos vieux GSM et vos autres appareils électroniques au parc à conteneurs ou dans un point de recyclage de Recupel. »

Les scories métalliques qui subsistent après le recyclage pollueraient nos cours d'eau, selon une étude rapportée par Apache. Comment concilier cela avec objectifs durables ?

« Les scories d'Umicore à Hoboken sont utilisées depuis de nombreuses années déjà dans les travaux de renforcement des digues. Nous avons pour ce faire l'autorisation de l'OVAM après plusieurs études d'impact. Il existe actuellement de nouvelles normes UE qui protègent encore davantage les organismes vivant dans les eaux de surface. Sur base d'études supplémentaires, une nouvelle autorisation d'utilisation va être demandée. Jusque-là, Umicore ne va plus fournir de produits pour cette application. » (jm)

OBJECTIF 10 : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Les inégalités de revenu sont stables en Belgique, mais elles existent bel et bien



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Réduire la pauvreté est l'un des objectifs que s'est lancée la communauté internationale, mais les inégalités de revenus menacent sa réussite. Car si la richesse mondiale ne cesse de croître, elle est de plus en plus concentrée dans les mains de quelques privilégiés. La Belgique est plutôt bonne élève en la matière, même si les inégalités de revenus existent.

Les inégalités de revenu et de richesse se creusent de plus en plus entre les plus riches et les plus pauvres. Malgré la volonté de la communauté internationale de faire bénéficier de la croissance les plus pauvres, les chiffres publiés par Oxfam à l'occasion du sommet de Davos sont alarmants. En 2017, 82 % des nouvelles richesses créées ont été captées par les 1 % de la population la plus riche, alors que les 50 % les plus pauvres n'ont pas profité d'un centime. Chez nous, les chiffres sont plus stables. La Belgique se classe parmi les meilleurs élèves en ce qui concerne les inégalités de revenus. « Notre indicateur est meilleur que dans la plupart des autres pays. Mais le constat d'une inégalité persiste. Le revenu net des 20 % les plus riches est quatre fois plus élevé que le revenu des personnes les plus pauvres », constate Henk Van Hootegem, coordinateur adjoint du Service fédéral de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

PROTECTION SOCIALE ET CONCERTATION

Ces plutôt bons résultats sont principalement dus au système de protection sociale du pays, très robuste, mais aussi à la concertation sociale forte dans les régions. Mais si les chiffres sont stables à l'échelle de l'ensemble de la population, il y a tout de même de fortes variations si on isole certaines tranches de la population. « Pour les personnes plus âgées, la situation s'est améliorée. Mais pour les personnes peu qualifiées, elle a empiré », résume Henk Van Hootegem.

Dans ce contexte, le taux de pauvreté reste relativement stable. Si les inégalités de revenus n'ont pas les mêmes indicateurs que ceux de la pauvreté, l'un entraîne bien souvent l'autre et leurs conséquences s'entrecroisent. « Vous avez des freins dans l'accès à différents droits. Le logement, l'enseignement... C'est aussi plus compliqué de revendiquer ses droits », conclut Henk Van Hootegem. (ad)



AFP / C. Archambault

Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CHIFFRE

9,5 %

C'est le pourcentage des richesses belges que détiennent les 50 % les plus pauvres. À l'inverse, les 10 % les plus riches possèdent 47 % des richesses.

Comment s'investir ?

► Apprenez à respecter les personnes qui font les choses d'une manière différente.

► Voyagez, et découvrez de nouvelles cultures.



AFP / R. Asad

► Lisez des histoires qui dépeignent différentes cultures à vos enfants.

► Faites bâtir des écoles, des bureaux, des maisons adaptées aux personnes âgées et handicapées.

► Dites « oui » à l'augmentation salariale des personnes les moins bien rémunérées.

► Lutte contre les stéréotypes. Écrivez un blog d'histoire courte qui change la manière de penser.

► Plaidez auprès de vos élus pour réduire les inégalités, et ce, à tous les niveaux.

D'autres initiatives

- PC Solidarity est le projet belge de Close the Gap. Cette organisation à but non lucratif s'est donnée pour mission de réduire la fracture numérique dans le monde. Close the Gap offre des ordinateurs de qualité provenant d'entreprises européennes à des projets éducatifs, sociaux et médicaux dans les pays en développement.

- Oxfam Solidarité développe de nombreux projets dans le monde et en Belgique. L'ONG se livre également à un important travail de plaidoyer. Elle tente d'influencer les politiques des États afin de lutter contre l'évasion fiscale, qui prive les gouvernements de moyens d'agir contre les inégalités.

INTERVIEW MINUTE

« On risque de perdre la lutte contre la pauvreté »

Maaïke Vanmeerhaeghe, d'Oxfam Solidarité, prévient : si les inégalités de revenus continuent de se creuser, c'est la lutte contre la pauvreté qui sera perdue.

Quelle est la situation mondiale concernant les inégalités ?

« Au niveau mondial, les inégalités de revenus ont augmenté dans la majorité des pays par rapport aux années 80. Sept personnes sur dix vivent dans un pays où les inégalités ont augmenté, surtout parce que dans les grands pays comme la Chine ou l'Inde, les inégalités de revenus ont vraiment explosé. »

Quel est le plus grand risque que posent ces inégalités de revenus ?

« Si les inégalités de revenus deviennent trop extrêmes, cela va impacter la lutte contre la pauvreté. Dans le contexte des objectifs du millénaire, entre les années 1990 et 2010, les responsables politiques ont répété que la lutte contre la pauvreté était un grand succès. Et c'est vrai : il y a eu de bons résultats. Le nombre de personnes en extrême pauvreté a diminué de moitié. Mais ce qu'on oublie, c'est que si les inégalités de revenus n'avaient pas augmenté sur cette période, 200 millions de personnes en extrême pauvreté en seraient sorties aussi. Si les inégalités de revenus avaient diminué, c'est 700 millions de plus qui en seraient sorties. Pire, si les inégalités ne se réduisent pas, il y aura encore 200 millions de personnes en extrême pauvreté en 2030. Donc si on n'attaque pas l'inégalité on va rater l'objectif de réduire la pauvreté. »

Il y a d'autres conséquences ?

« Tout dépend des pays, mais en général, les inégalités ont de grandes conséquences. Si elles sont trop grandes,



Ph. D.R.

elles peuvent impacter la croissance. Ou alors, le pays connaîtra une croissance, mais sans réduire la pauvreté. On a ainsi des pays où la croissance est grande, mais la pauvreté ne diminue pas. Il faut également tenir compte des impacts indirects, des problèmes sociaux, des conflits... Pire, de grandes inégalités impactent aussi le processus démocratique. Les richesses extrêmes créées des pouvoirs extrêmes qui influent les décisions. Par exemple aux États-Unis, il y a une élite qui prend les décisions, parfois dans le désintérêt de la population. »

Quelles en sont les causes, et comment les combattre ?

« La cause de l'inégalité, c'est le système économique. Le néolibéralisme, l'idée que l'État ne doit pas intervenir, qu'on doit privatiser, la course vers le bas des impôts... Si on veut lutter contre les inégalités, on doit avoir des systèmes de fiscalité plus progressifs, s'attaquer à l'évasion fiscale et aux paradis fiscaux. Si on regarde les pays en développement, ils perdent chaque année 100 milliards \$ par an à cause de l'évasion fiscale. C'est quatre fois ce qu'il faut pour envoyer tous les élèves non scolarisés à l'école ! Les gouvernements sont actuellement en lutte pour baisser leur taux d'imposition pour les entreprises. C'est une politique à court terme, qu'il faut revoir. » (ad)

OBJECTIF 11: DES VILLES ET DES COMMUNES DURABLES

Les villes ont beaucoup à faire en matière de développement durable

Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes. Et cette évolution va se poursuivre. Les défis pour rendre leur développement durable sont gigantesques.

L'augmentation de la population dans les pays en voie de développement entraîne l'apparition de plus en plus de mégapoles de plus de 10 millions d'habitants, comme Sao Paulo, Mexico City ou New Delhi. La pauvreté extrême a pour conséquence que beaucoup de personnes se retrouvent dans des bidonvilles. Elles y sont privées des commodités de base comme l'eau potable, l'électricité, l'éducation... Le trafic est engorgé et entraîne une pollution de l'air. Les pays occidentaux sont aussi confrontés aux conséquences de l'urbanisation comme la présence de particules fines en excès. La population vieillit et ce vieillissement demande des logements adaptés et des institutions de soins spécifiques. Bref, les villes ont un gros boulot à faire pour créer des milieux de vie durables.

ACTION !

Dans le monde entier, les villes occupent aujourd'hui 3 % de la surface de la terre, mais consomment 60 à 80 % de l'énergie. Elles sont responsables de 75 % de la totalité des émissions de CO₂. Si nous ne faisons rien, cet impact négatif sur le climat va en-

core augmenter. Il faut donc de toute urgence inverser la tendance. Les Nations unies veulent, avec les objectifs de développement durable, inciter les hommes politiques et les autres acteurs à prendre des initiatives. Tout le monde a une responsabilité sur son propre terrain. D'ici 2030, chacun doit ainsi pouvoir disposer d'un logement sûr et au prix abordable et des services de base, ainsi que d'une mobilité durable. Le réseau des transports en commun doit dès lors être accessible aux personnes porteuses d'un handicap, aux enfants et aux personnes âgées.

UN MILIEU DE VIE SAIN

Les objectifs de développement durable visent aussi à créer des villes où il est agréable et sain d'habiter. Cela signifie entre autres une bonne qualité de l'air, des espaces publics verts en quantité suffisante... Dans différents pays, dont la Belgique, de plus en plus de projets voient le jour pour mettre en avant une chaîne de production courte, l'économie locale, les énergies renouvelables, le recyclage des matériaux... Le chemin à parcourir est encore long, mais le temps presse ! ■



AFP / B. Guay

CHIFFRE

60 %

D'ici 2030, 60 % de la population mondiale vivra dans un environnement urbain. Cette évolution se fera surtout sentir dans les pays en voie de développement.



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be



Comment s'investir ?



AFP / T. Samson

– Sensibilisez autour de vous à l'empreinte carbone de votre ville et aux manières de la réduire.

– Soutenez le développement d'espaces pour le sport et les loisirs au sein des villes. Ces espaces contribuent à renforcer les liens communautaires, à rendre les quartiers plus joyeux et plus sûrs.

– Utilisez les transports publics, les vélos en libre-service et autres modes de transports respectueux de l'environnement. Et vous verrez, avec un peu d'habitude, c'est très pratique.

– Assurez des tarifs réduits pour

les transports en commun dans les villes où la circulation est dense.

– En tant qu'entreprise, offrez des tarifs réduits pour la location de vélos en ville.

– Renseignez-vous sur l'héritage culturel et naturel de votre région. Visitez-le, et parlez-en autour de vous.

– Tendez la main aux quartiers défavorisés. Intégrez des personnes de différentes classes sociales dans les processus de prise de décisions qui les affectent directement.

Des groupes pilotes pour faire bouger les villes

Les administrations locales sont les moteurs d'une politique urbaine durable. La Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (Union des villes et des communes flamandes) leur apporte son soutien.

Comment une administration communale peut-elle inclure des objectifs de développement durable dans sa gestion, allant de la pauvreté, du bien-être, de la consommation, de l'enseignement, du genre, de l'énergie à l'eau... ? Et comment y sensibiliser les habitants ? La VVSG a lancé un projet pilote avec 20 communes et villes. Il fait la part belle à l'expérimentation, au partage d'expériences et à la réflexion sur les processus de gestion. Le groupe de villes pilotes se réunit quatre fois par an. Les communes bénéficient aussi d'un suivi individuel sur mesure. Le projet a démarré en mai 2017 et durera encore jusqu'en 2019. Il peut s'appuyer sur un groupe consultatif composé d'experts externes et de collaborateurs de la VVSG.

« Notre appel a été bien accueilli », souligne Mieke Vos, directrice générale de la VVSG. « L'échange d'expériences motive et entraîne une implication active. Mais nous ne nous focalisons pas uniquement sur ces 20 villes et communes sélectionnées, nous partageons leurs découvertes avec nos 308 villes et communes. »

UNE APPROCHE STRATÉGIQUE

La VVSG veut aussi voir comment les administrations communales peuvent travailler à plus long terme. « C'est bien que les différents participants exercent une fonction stratégique dans leur commune ou ville. Ils ont une vue globale et peuvent mettre en place des initiatives. C'est un véritable défi d'ancrer les 17



SDG dans le fonctionnement local et de les réaliser avec les différents acteurs », note Mieke Vos.

L'enjeu est de taille tant dans les grandes villes que dans les petites communes. Les villes ont un vaste corps de fonctionnaires et des organisations qui travaillent à la durabilité. « Les petites communes ont quant à elles l'avantage qu'elles peuvent réunir rapidement tous les acteurs », selon Mieke Vos.

DES ADRESSES DURABLES

Ostende fait partie du groupe pilote. « Différents projets sont en cours. Nous sensibilisons ainsi les habitants avec notre EcoPlan. Des adresses écologiques et durables y figurent. Il y a des conseils verts pour le shopping et les sorties. Ce qui est positif, c'est que cela stimule les commerçants à collaborer », souligne les représentants de la ville. « Nous réalisons aussi une stratégie alimentaire. Les clients des restaurants qui trouvent que la portion servie est trop copieuse peuvent emporter le restant dans une boîte. Cela limite le gaspillage alimentaire. Nous pouvons aussi impliquer les touristes dans cette histoire. » ■

OBJECTIF 12: CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLE

Un label pour changer la consommation

Parvenir à un développement durable implique que les consommateurs réduisent d'urgence leur empreinte écologique. Cela ne se fera pas sans un changement des modes de consommation.

Une part considérable de la population mondiale consomme toujours trop peu pour répondre ne serait-ce qu'à ses besoins élémentaires. Dans le même temps, une autre part consomme bien plus de ressources que la planète ne peut en fournir. Le « jour du dépassement », qui marque la date à laquelle l'humanité vit à crédit, arrive chaque année un peu plus tôt (le 2 août en 2017). Selon les calculs du Global Footprint Network, la consommation de l'humanité dépasse ainsi de 70 % les ressources disponibles. Cela veut dire qu'il faudrait 1,7 planète pour répondre aux besoins de l'humanité. Le plus inquiétant est que la situation risque de ne pas s'arranger : l'apparition de classes moyennes dans des pays encore peu développés il y a quelques années va faire peser une pression croissante sur les ressources. « Parvenir à une croissance économique et à un développement du-



Ph. Pixabay

...rable exige que nous réduisions d'urgence notre empreinte écologique », notent les Nations unies. Cela ne pourra passer que par un changement des modes de production et de consommation.

DES CRITÈRES RIGoureux
Les consommateurs européens soucieux de se tourner vers des produits à l'empreinte écologique limitée peuvent se tourner vers ceux mar-

qués de l'Ecolabel (voir ci-contre). Le label à la fleur permet aux consommateurs de reconnaître des produits de qualité et respectueux de l'environnement tels que des produits d'entretien, des mouchoirs, des chaussures, des gels douche, des savons et même des hôtels. Aujourd'hui, plus de 50.000 produits et services sont labélisés à travers toute l'Europe. Les labels écologiques sont de plus en

plus nombreux, mais l'EU Ecolabel se différencie en prenant en compte le cycle de vie complet d'un produit, depuis l'extraction et la sélection des matières premières, en passant par le processus de production, jusqu'au moment où le produit devient un déchet. La généralisation de ces produits écoresponsables doit favoriser une gestion efficace des ressources naturelles.



12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



Les ODD

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be



Comment s'investir ?

➤ Organisez des sorties scolaires pour que les enfants passent une heure par semaine à ramasser des déchets le long de la plage ou dans un parc.

➤ Ne gardez pas les habits ou autres objets que vous n'utilisez pas. Donnez les.

➤ Concluez des partenariats avec des hôtels et des restaurants pour qu'ils donnent leurs excédants de nourriture qui auraient fini à la poubelle.

➤ Prenez des douches rapides. Ne remplissez pas le bain à ras bord.

➤ Lavez vos habits à l'eau froide.



Ph. D.R

L'eau chaude demande plus d'énergie.

➤ Recyclez.

➤ Buvez l'eau du robinet.

D'autres projets durables

1) **NNOF** : Face aux nouveaux défis que rencontrent des entreprises en mutation constante, NNOF propose un accompagnement. Il aide les entreprises à aller une « transformation durable de l'environnement de travail ».

2) **Foodsavers** : Pour lutter contre le gaspillage alimentaire des supermarchés, cette plateforme solidaire lancée par le CPAS de Gand redistribue la nourriture consommable à des organisations qui viennent en aide aux plus démunis.

3) **Guide des achats durables** : Alimentation, transports, construction, électroménagers... cette plateforme permet d'effectuer des achats durables en tous genres en garantissant le respect environnement et promouvant des conditions sociales dignes.

« L'important, c'est de faire le premier pas »

Persuadé que tout citoyen, à son échelle, peut réduire l'empreinte écologique de sa consommation alimentaire, Jonas Moerman, expert de l'asbl ecosonso (Région Wallonne), nous livre quelques conseils.



Ph. RTBF

1 : « Diminuer la consommation de viande, car sa production demande beaucoup plus de protéines que les légumes par exemple. Et c'est la viande rouge (bœuf, agneau, mouton, etc) qui est la plus « problématique » car les ruminants nécessitent d'importantes ressources et émettent de grosses quantités de méthane. Je ne dis pas qu'il faut être végétarien mais la consommation peut être raisonnée si on diminue les quantités ou si on opte pour la qualité. »

2 : « Diminuer sa consommation de produits laitiers, qui nécessitent aussi des animaux et un circuit de production énergivore. »

3 : « Optez pour le 'bio local et de saison'. Outre les problèmes liés aux pesticides, à la production d'intrants et d'engrais, il faut idéalement choisir du 'bio local' et éviter les produits acheminés en avion pour des raisons évidentes. Les produits devraient aussi être 'de saison'. Si les éléments bio proviennent de productions locales issues de serres chauffées, l'énergie utilisée est également très conséquente. Et puis la nourriture « de saison » est meilleure et moins chère. Dans certains cas, des groupes d'achats communs proposent aussi des prix intéressants pour les foyers à la recherche de petites et saines dépenses. »

4. « Si possible, choisir un autre moyen de transport respectueux de l'environnement.

Parfois, aller faire ses courses en voiture constitue le plus gros impact carbone de la consommation alimentaire. Du coup, la proximité est à privilégier. »

5. « Eviter les plastiques à usage de très courte durée. Les contenants réutilisables foisonnent et les magasins de vrac offrent une véritable alternative parce qu'ils permettent d'acheter des quantités adaptées à notre consommation. »

6. « Les plats préparés sont pratiques et rapides mais à y regarder de plus près, le rapport poids/prix à l'unité n'est pas intéressant. Prendre le temps de cuisiner ces plats, même avec des produits 'bio', sera meilleur marché, plus nourrissant et surtout plus sain. »

7. Toutes les combinaisons sont possibles. C'est une démarche. Quand c'est possible, il faut juste faire le premier pas, aussi minime soit-il. ■

OBJECTIF 13 : PRENDRE D'URGENCE DES MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'urgence face au dérèglement climatique

La planète se noie, suffoque et brûle à la fois. Aux quatre coins du globe, l'être humain subit, à échelle variable, les conséquences irréversibles du réchauffement climatique qui menace toutes les espèces végétales et animales. Tous les rapports sont sans équivoque : il faut d'urgence limiter les dégâts et élaborer des politiques ambitieuses.

La Planète Bleue encaisse les répercussions de l'augmentation constante des émissions de gaz à effet de serre depuis les années 90. Alors que la qualité de l'air se détériore et que l'azote et les particules très fines transforment l'atmosphère en tueur silencieux responsable des centaines de milliers de décès prématurés chaque année, le déclin de la faune et de la flore s'observe partout. D'après l'ONG WWF, la hausse des températures pourrait menacer jusqu'à la moitié des espèces végétales et animales au cours de ce siècle.

Outre le dérèglement de nombreux écosystèmes déjà fragiles, le réchauffement planétaire amplifie les catastrophes météorologiques. La fonte des glaciers, les changements de température des océans et la montée des eaux engloutissent des régions et pro-

voquent d'importants déplacements de populations. Rien que pour 2017, 18,8 millions d'individus ont été délogés en raison de désastres naturels tels que des inondations, des séismes, des tsunamis, des tempêtes ou encore des cyclones. Malgré ces constats, l'activité humaine ne faiblit pas, ce qui pousse les scientifiques à prophétiser une accélération des effets dévastateurs.

DES 'ACCORDS' QUI TRÂINENT

Pour endiguer un fléau qui coûte aussi chaque année plusieurs milliards de dollars, 200 pays se sont engagés en 2015, via l'Accord de Paris, à contenir la hausse des températures sous le seuil critique de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Cet accord universel historique a fixé une ligne de route



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be



pour notamment réduire au plus vite les émissions de gaz à effet de serre. Problème : les promesses des pays signataires mènent le thermomètre mondial à une hausse de 3°C.

À l'heure où les États-Unis de Donald Trump ont décidé de se retirer de cet

accord, les négociations sur son cadre d'application patinent. Pourtant, différentes études ont démontré que les économies de santé publique réalisées en cas d'application d'une autre politique climatique seront substantielles. L'année 2018 s'annonce cruciale pour

la lutte contre le dérèglement climatique. La 24e conférence climat de l'Onu en Pologne en décembre 2018 devra être plus ambitieuse et rendre l'Accord de Paris opérationnel. Et tous les signaux d'alarmes sont passés au rouge : il y a urgence. (gg)

Comment s'investir ?

» Encouragez votre école ou votre entreprise à planter un nouvel arbre chaque année.

» Compostez les restes alimentaires. Ceux qui vivent en ville peuvent se tourner vers les composts de quartier ou l'asbl Worms.

» Conduisez moins. Marchez, prenez le vélo, les transports en commun, ou faites du covoiturage.

» Débranchez la TV, les ordinateurs et autres équipements électroniques lorsque vous ne les utilisez pas.



AFP / L. Venance

» Prenez des sacs réutilisables quand vous faites vos courses.

Mieux, privilégiez les achats en vrac, en vous rendant au magasin

avec votre propre contenant.

» Séchez vos cheveux et vos habits naturellement, à l'air.

Des projets pour le climat

1- The Shift : En 2015, une centaine d'entreprises, d'ONG et d'institutions académiques belges se sont réunies autour d'un projet commun nommé « Coalition for the Climate ». En se tournant vers des objectifs scientifiquement mesurables (par exemple la réduction de leurs émissions de CO₂), elles mènent depuis lors des actions individuelles et des projets collectifs contre le réchauffement climatique au sein de « The Shift ».

2- L'Affaire Climat : Reprochant à l'État fédéral et aux Régions bruxelloise, wallonne et flamande « leur manque de coordination et leur négligence en termes de politique climatique », onze citoyens se sont réunis au sein d'une ASBL pour porter plainte contre les autorités belges. À l'heure actuelle, quelque 35.000 citoyens se sont joints à l'initiative.

INTERVIEW MINUTE

« Les politiques doivent faire preuve de cohérence climatique »

Par manque d'ambition ou de collaboration entre les différents niveaux de pouvoirs, la Belgique a perdu son statut de bon élève européen en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Noé Lecocq, expert climat auprès de la fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW), somme les autorités à faire preuve de « cohérence climatique ».



Ph. D.R.

La Belgique est-elle un bon élève en matière de lutte contre le changement climatique ?

« La Belgique était un élève 'pas mauvais', mais ce n'est plus tout à fait le cas. Après un minimum en 2014, les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse en 2015 et en 2016 et selon les dernières projections européennes, la Belgique risque de manquer son objectif de 15 % de réduction d'ici 2020. »

Comment expliquer cette hausse ?

« On peut regretter le manque d'une véritable politique climatique en Belgique. Le pays s'est reposé sur un changement de tissu industriel avec notamment la fermeture de plusieurs activités sidérurgiques. Mais les émissions du secteur du transport, par exemple, n'ont jamais cessé de progresser. Il faut une politique structurelle pour diminuer les sources de polluants. Il faut aussi une cohérence climatique. Ne pas tenir de discours volontariste sur le climat et continuer à mettre en place des mesures qui stimulent toujours plus la voiture, le développement d'aéroports et le trafic aérien, etc. C'est une forme d'incohérence et de schizophrénie. »

La lourdeur administrative ralentit-elle la Belgique ?
« Je dirais plutôt la lourdeur politique. L'accord sur la ré-

partition des efforts entre le fédéral et les régions a traîné parce qu'il y avait un désaccord politique. Il faut se rendre compte que cet accord porte sur la réalisation des objectifs pour 2020, que l'on connaît depuis presque une décennie. Le monde politique doit sortir de cette culture de l'affrontement pour un enjeu aussi grave et transversal pour œuvrer de façon collaborative et coopérative. Les objectifs 2030, fixés au niveau européen, obligent la Belgique à réduire ses émissions de 35 % par rapport à 2005. La clarification de la feuille de route peut désormais être réglée beaucoup plus rapidement ! »

S'il n'y avait qu'une seule priorité belge, quelle serait-elle ?

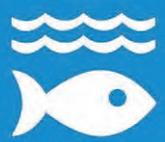
« Dans le cadre des différents plans nationaux énergie/climat que doivent élaborer les pays européens pour respecter les objectifs 2030, de nombreuses options sont possibles. S'il ne fallait choisir qu'une seule action à mettre en place au plus vite, je dirais travailler sur le bâti et l'aménagement du territoire. À la fois avoir des bâtiments plus efficaces qui consomment peu, et qui sont aussi localisés de manière à minimiser les déplacements. Il est fondamental de travailler sur la structure du territoire qui détermine notre façon de consommer l'énergie. » (gg)

OBJECTIF 14 : PRÉSERVER LA VIE AQUATIQUE

Menaces sur les océans



14 VIE AQUATIQUE



Les écosystèmes marins sont mis sous forte pression par le développement humain. L'Onu a fait de leur préservation l'un des 17 objectifs de développement durable.

Les écosystèmes marins ont un rôle essentiel pour la biodiversité, le climat, et, par extension, pour l'humanité. Pourtant, les mers et océans du globe font parfois figure de parent pauvre de la lutte pour la préservation de l'environnement. Ils sont aujourd'hui menacés par plusieurs types de pollution : plastique, hydrocarbure, bruits sous-marins...

LA GUERRE AU PLASTIQUE

Les objectifs de développement durable adoptés en 2015 ont donc accordé une place de choix aux océans. La communauté internationale est appelée à réduire la pollution marine de tous types, et notamment les déchets plastiques. La Commission européenne vient d'annoncer des propositions afin de bannir un certain nombre de plastiques à usage unique, comme les bâtonnets de cotons tige, les pailles... En Belgique, Test-Achats a lancé hier une pétition demandant aux supermarchés de devancer ces normes à venir, dans la crainte que le processus législatif ne soit trop long. Plusieurs groupes industriels ont lancé des actions. La société Eco-ver a développé des flacons en plastique 100 % recyclé et 100 % recyclables.

Par ailleurs, de nombreux pays ont pris des mesures contre les sacs en plastique, qui avait le défaut de finir trop souvent en pleine nature et en mer. La Belgique inter-



AFP / S. Lai

dit désormais la distribution de sacs à usage unique, à l'exception de quelques cas définis (boucherie et poissonnerie de grandes surfaces, par exemple). En Afrique, le Rwanda a opté pour une interdiction pure et simple.

RÉGLER LA PÊCHE

La biodiversité marine est menacée par la pêche non réglementée. L'Onu appelle donc à Réglementer les prises, afin de laisser les stocks se régénérer. Elle sou-

haite également que les États interdisent les pratiques de pêche les plus destructrices. Le Parlement européen a ainsi interdit la pêche électrique, une pratique particulièrement destructrice. Les ONG de protection de l'environnement déplorent toutefois qu'une dérogation ait été accordée aux pêcheurs néerlandais. L'objectif des Nations unies est de rétablir au plus vite les stocks de poisson à un niveau permettant un rendement constant maximal.

(cg)

CHIFFRE

99 %

Les océans couvrent les trois quarts de la surface de la Terre, contiennent 97 % de l'eau de la Terre, et représentent 99 % des espaces de vie disponibles sur terre.

Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be

L'année de la mer du Nord

En Belgique, 2018 a été déclarée année de la mer du Nord. Le SPF environnement explique ce choix par l'importance de la mer pour l'humanité. « Elle règle le climat, nous donne accès au reste du monde, nous offre poissons, crustacés et coquillages », souligne les initiateurs de la campagne. Le Federal Truck sera sur la digue à Nieuport le 7 juillet prochain et à La Panne le 8 juillet, de 11h à 17h, pour informer les visiteurs. Un nettoyage des plages sera également organisé, ainsi que des 'clean beach classes', afin de sensibiliser les plus jeunes à la problématique



Belga / K. Desplenter

des déchets en mer.

www.facebook.com/merdu-nord2018

Comment s'investir :

- » Faites du bénévolat dans des associations pour aider à nettoyer une plage si vous habitez proche du littoral.
- » Quand vous achetez du poisson, optez pour du poisson labellisé MSC.
- » Utilisez moins de produits plastiques, qui terminent souvent dans les océans.
- » Évitez d'acheter des espèces de poissons sauvages et d'eau salée pour votre aquarium.
- » Pratiquez des activités récréatives responsables, telles que la navigation, le kayak et la plongée.
- » Réduisez votre empreinte carbone pour réduire le réchauffement climatique, qui a un impact négatif sur la vie aquatique.

INTERVIEW MINUTE

« Les microplastiques sont un problème pour la santé humaine »

La pollution aux microplastiques inquiète de plus en plus défenseurs de l'environnement et de la santé humaine. Entre autres solutions, Jeroen Verhoeven, chargé de mission pour Greenpeace, plaide pour une consigne sur les bouteilles en plastique.

Que sont les microplastiques ?

« Ce sont de minuscules particules de plastique. Elles proviennent, de façon directe, des produits cosmétiques. Les producteurs ont pris l'habitude d'en ajouter dans les dentifrices, les crèmes... D'autres viennent de source indirecte. Elles sont issues de la dégradation des déchets en plastique que l'on trouve dans l'océan, qu'il s'agisse de pneu, de pailles, de meubles, de bouteilles... »

En quoi posent-ils problème ?

« À terme, on retrouve ces particules dans les animaux. Cela peut leur nuire. C'est aussi un problème pour les êtres humains, puisqu'on retrouve ces particules dans la chaîne alimentaire, via les poissons et fruits de mer. Et elles ne voyagent pas seules : elles transportent avec elles des perturbateurs endocriniens, qui provoquent des problèmes de fertilité et sont cancérogènes. »

Quelles sont les solutions ?

« Il faut agir à plusieurs niveaux. Une solution est d'instaurer un système de consigne sur les plastiques. Il y a, en Belgique, de nombreux freins politiques à ce projet, et uniquement pour des raisons



Ph. D.R.

idéologiques, au nom de l'idée selon laquelle on doit imposer le moins de contraintes possible aux entreprises. Par ailleurs, nous espérons que la Belgique va soutenir la proposition récemment dévolue par la Commission européenne pour interdire les plastiques à usage unique. Cette directive doit être adoptée le plus vite possible. »

La ministre du Développement durable, Marie-Christine Marghem, se félicite d'être parvenue à un accord pour limiter les microplastiques dans les produits cosmétiques et détergents.

« Le problème de cet accord est qu'il n'est pas contraignant. Les fabricants peuvent donc continuer à faire ce qu'ils veulent... C'est dommage. Il est nécessaire de revoir les normes de fabrications des produits pour en bannir les substances problématiques. Il n'y a que comme cela qu'on parviendra à réduire la présence de microplastiques dans les océans. »

Camille Goret
@Camille_Goret

OBJECTIF 15 : PRÉSERVER LA VIE SUR TERRE

Alerte pour la vie terrestre

La vie humaine dépend largement de la biodiversité. Des minuscules insectes aux grands mammifères, toutes les espèces sont nécessaires pour que la planète puisse produire notre alimentation.

Pour beaucoup, la biodiversité et les contributions de la nature au bien-être de l'humanité paraissent trop scientifiques et éloignées des réalités de la vie quotidienne. Rien n'est plus loin de la vérité. La nature et la biodiversité sont indispensables pour produire l'alimentation de sept milliards d'êtres humains. Les Nations unies ont donc fait de la préservation de la vie terrestre l'un des 17 objectifs de développement durable.

Pour le moment, la situation semble mal engagée. Les terres arables disparaissent 30 à 35 fois plus vite que par le passé. La sécheresse et la désertification gagnent du terrain chaque année. L'Onu insiste sur l'urgence de mettre un terme à ce phénomène. Elle plaide pour une restauration des écosystèmes terrestres, « tels que les forêts, les zones humides, les milieux arides, et les montagnes ».

SIXIÈME EXTINCTION

À en croire les scientifiques, il y a urgence. Ils estiment que la Terre est confrontée à une extinction massive d'espèces, la première depuis la dispa-

rition des dinosaures, il y a 65 millions d'années, et la sixième depuis 500 millions d'années. « Dans chaque région, à l'exception de quelques exemples positifs, la biodiversité et la capacité de la nature à contribuer au bien-être de l'humanité se trouvent dégradées, réduites ou anéanties en raison de pressions liées aux habitats des espèces, à la surexploitation et à l'utilisation non durable des ressources naturelles, à la pollution de l'eau et de l'air, à l'augmentation des espèces invasives et aux changements climatiques », affirme Robert Watson, le président de la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité.

À ce rythme-là, la ressource en poisson de la zone Asie Pacifique sera épuisée d'ici 30 ans. En Afrique, ce sont plus de la moitié des espèces d'oiseaux et de mammifères qui seront perdues d'ici 2100. Avec les effets croissants du changement climatique, la perte de la biodiversité pourrait atteindre 40 % d'ici 2050 dans les Amériques où elle s'élève déjà à 31 %. Au cours du siècle écoulé, deux espèces de vertébrés ont disparu chaque an-



née en moyenne sur la Terre. Une autre est sur le point de disparaître avec la mort récente de Sudan, célèbre rhinocéros blanc du Kenya et dernier mâle de son espèce. « Si nous continuons ainsi, oui, la sixième extinction, la première causée par les humains, va se poursuivre ! », conclut Robert Watson.



Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.s.be



CHIFFRE

30 %

La forêt, qui couvre 30 % de la surface de la Terre, fournit un habitat vital pour des millions d'espèces.

Comment s'investir ?

- Évitez d'utiliser des pesticides, qui finissent dans les rivières et les lacs.
- Participez au financement de projet pour réhabiliter les sols.
- Achetez des produits recyclés et des produits de deuxième main quand c'est possible
- Mangez moins de viande. La production et la distribution de viande ont un énorme impact sur l'émission de gaz à effets de serre.
- Mangez des aliments de saison. Ils sont meilleurs, coûtent moins chers et sont plus écologiques.
- Participez à une agriculture urbaine et locale. À Bruxelles, des fermes urbaines produisent notamment des légumes, des champignons, et des insectes.



AFP / L. Venance

- Compostez vos déchets, dans votre jardin ou dans un compost de quartier (l'asbl worms en propose).
- Tournez-vous vers des systèmes de carsharing plutôt que de posséder votre propre voiture qui reste garée en rue. En ville, les véhicules, même garés, occupent des kilomètres carrés au sol, une surface qui pourrait être transformée en parc ou en forêts.

D'autres initiatives

- L'entreprise Spadel coopère avec BeeOdiversity pour protéger plusieurs zones humides autour de Spa. Les abeilles sont un excellent outil pour mesurer la qualité de la biodiversité d'une région.
- Le projet Life Elia permet de créer des abris de biodiversité sous les lignes à hautes tensions. La végétation n'est plus broyée dans son intégralité, comme c'était le cas par le passé, mais gérée par des agriculteurs. Ils les utilisent, par exemple, comme pâtures.

La coopération belge au chevet de la biodiversité

Depuis cinq ans, la coopération belge au développement intègre la préservation de la biodiversité dans ses programmes. Invités à Bruxelles fin mai, des représentants des pays partenaires ont dressé « un bilan très positif » de cette initiative.



AFP / J. Sarmiento

La semaine dernière, l'IRSNB organisait un colloque dans le cadre de la clôture de la première phase de cinq ans du programme CEBioS. Celui-ci œuvre à la conservation et la gestion durable de la biodiversité dans les pays partenaires de la coopération belge. Doté d'un budget de 6 millions €, ce partenariat vise d'une part à « renforcer les connaissances et capacités des pays partenaires » et d'autre part à « faire valoir la biodiversité dans les projets des acteurs de la coopération comme l'Agence belge de développement (Enabel) ou les ONG », explique le coordinateur de CEBioS, Luc Janssens de Bisthoven.

Concrètement, CEBioS s'emploie entre autres à former de jeunes chercheurs à la taxonomie (découverte et description de nouvelles espèces) et à améliorer la communication de leurs recherches aux autorités. L'élaboration de lexiques détaillant les habitats, les plantes et les noms locaux dans certaines aires protégées fait également partie de ses missions. Au Bénin, par exemple, « les attentes sont énormes », avance le chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi, Jean-Didier Akpona, présent lors du colloque. « Le défi principal est de développer des modèles qui permettent aux populations de s'épanouir et de s'extraire de la pauvreté, tout en conservant les ressources de la nature ». À l'heure où la planète est confrontée à la sixième

extinction massive d'espèces, causée par les humains d'après la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), « la biodiversité a plus que jamais besoin de protection », affirme M. Janssens de Bisthoven. « Sur 58 % de la surface du globe, elle s'est tellement appauvrie que les services rendus par la nature (comme l'épuration de l'eau, la fertilité des sols, la pollinisation, etc.) ne fonctionnent plus suffisamment ». Grâce à des résultats probants, et malgré des moyens modestes au regard de l'ampleur des défis, le programme CEBioS doit être reconduit pour les cinq prochaines années.

OBJECTIF 16 : PAIX, JUSTICE, ET INSTITUTIONS EFFICACES

Pas de développement durable sans paix

L'avènement d'un monde en paix où chacun peut être heureux, vivre dignement et se réaliser est le but ultime des Nations unies. Pourtant, de nombreuses régions du globe font encore face à des conflits meurtriers. Et même dans les pays où la sécurité est la norme, certains doivent encore faire face à des flambées de violence.

Il n'y aura pas de développement durable sans une société pacifique. Les rédacteurs du 16e des 17 objectifs de développement durable ont bien compris que tout développement d'une région serait vain, et pénalisé dès le départ, sans une perspective de paix pour ses habitants.

« Des niveaux élevés de violence armée et d'insécurité ont un effet destructeur sur le développement d'un pays, en entravant la croissance économique et en engendrant souvent des souffrances durables au sein de la population, qui peuvent persister pendant des générations », constatent les Nations unies. « Les violences sexuelles, la criminalité, l'exploitation et la torture sont également omniprésentes sur les lieux de conflits ou sans État de droit. Les nations doivent prendre des mesures pour protéger ceux qui sont le plus à risque. »

LE BESOIN D'INSTITUTIONS SOLIDES

La paix et la sécurité de tous ne sont possibles que dans un contexte où l'État de droit est la règle. Les rédacteurs des objectifs de développement durables appellent donc les gouvernements et communautés à trouver des solutions durables aux conflits et à l'insécurité, via des institutions efficaces. « Le renforcement de l'État de droit et la promotion des droits humains sont au cœur de ce processus, tout comme la réduction du trafic illégal d'armes et le renforcement de la participation des pays en développement aux institutions de gouvernance mondiale », rappelle l'Onu. Le chantier est pourtant immense. Le trafic international d'armes, par exemple, était estimé à plus de 1.200 milliards \$ par an dans un rapport international de 2008. Autant dire qu'il reste du travail pour parvenir à des sociétés pacifiques. ■



AFP / E. Soteris



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD, aussi appelés SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur l'un de ces objectifs.

/// www.sdg.be

CHIFFRE

1.260.000.000.000.000.000 \$

La corruption, la fraude, le vol et l'évasion fiscale coûtent quelque 1,26 trillion \$ par an aux pays en développement. Cette somme pourrait être utilisée pour aider ceux qui vivent avec moins de 1,25 \$ par jour pendant au moins six ans.

Comment s'investir :

» Faites entendre votre voix lors des élections dans votre pays.

» Il n'y a pas que les élections ! Engagez-vous au niveau associatif ou syndical.

» Soyez engagé dans la prise de décision de votre pays, mais défendez toujours vos positions de manière pacifique.

» Faites du bénévolat dans une organisation locale pour la non-violence.

» Chaque semaine, prenez un peu de temps pour réfléchir à vos relations avec les autres.

» Si vous êtes témoin de violences envers les femmes, dénoncez-les.

» Organisez ou participez à des événements locaux pour apprendre à connaître les personnes de votre communauté dans un environnement plus détendu, par exemple lors d'événements sportifs, de barbecues, de festivals...

La Reine réunit des entreprises impliquées en faveur des SDG

La Reine Mathilde a réuni jeudi les chefs d'entreprises prenant part à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (SDG). Metro, représenté par Monique Raaffels, notre CEO, était présent. À l'occasion de cette troisième table ronde, à laquelle participait également le vice-premier ministre et ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo (Open VLD), la Reine a souligné une nouvelle fois l'importance de l'ambitieux programme de développement durable au sein du secteur privé belge. Lors du lancement des objectifs de développement durable, la Reine Ma-



Ph. The Shift

thilde a été nommée par l'Onu comme défenseur des SDG. À ce titre, elle promeut le programme de développement durable de l'Onu, tout comme l'entrepreneur Paul Polman, la star du foot Lionel Messi et la star de la chanson Shakira. ■

INTERVIEW MINUTE

« Depuis la Belgique, on peut avoir un impact sur ce qui se passe ailleurs »

La Commission Justice et Paix mène des activités de sensibilisation des citoyens en Belgique aux problématiques internationales, comme le lien entre extraction de matières premières et conflits. « Le smartphone est un cas emblématique, et cela interpelle de nombreux consommateurs », souligne Agathe Smyth, responsable du plaidoyer pour l'organisation.



Ph. D.R.

Est-il simple de sensibiliser les citoyens belges à des problématiques qui concernent l'autre côté de la planète ?

« Il y a un réel intérêt, et une demande d'information, pour des conflits qui se déroulent dans des pays éloignés. Prenez l'exemple des conflits liés à l'extraction des matières premières. Certains sont liés à l'extraction de minerais, en RDC et au Pérou par exemple. Chaque consommateur en Belgique est concerné, puisque les minerais extraits se retrouvent dans leurs smartphones. Il y a de l'intérêt pour ces questions quand on met en avant le fait que nous sommes le dernier maillon de la chaîne de consommation. »

Comment sensibilisez-vous cette problématique ?

« Nous sensibilisons les citoyens via le monde associatif, via les universités, via les écoles... L'an dernier, nous avons formé une centaine d'enseignants à diverses problématiques. Cela permet de démultiplier le message, qui est transmis à de nombreux élèves. Dans le cas de

l'impact de l'extraction minière sur les habitants de la RDC ou du Pérou, nous poussons tout un chacun à s'interroger sur la nécessité de renouveler son smartphone aussi fréquemment, sur la possibilité d'acheter un appareil d'occasion... Nous les informons de l'existence du FairPhone, un smartphone qui tente de lutter contre l'obsolescence programmée en permettant de remplacer certaines pièces... Le fait qu'une alternative existe est souvent l'occasion de se poser des questions. »

Quelles sont les répercussions au niveau politique ?

« Nos efforts de sensibilisation des consommateurs s'accompagnent d'un effort de plaidoyer auprès des législateurs. Dans le cas des smartphones, nous plaidons en faveur d'une législation qui impose plus de transparence aux fabricants. La combinaison de la sensibilisation des consommateurs et des responsables politiques permet de faire bouger les choses progressivement. »

(cg)

OBJECTIF 17 : DES PARTENARIATS POUR METTRE EN ŒUVRE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Quelles ressources pour un développement durable ?



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Les SDG

Éradication de la faim dans le monde, accès à une énergie propre, préservation de la biodiversité... L'Onu a adopté en 2015 un ensemble de 17 objectifs de développement durable (aussi appelés SDG). D'ici 2030, ils doivent mettre le monde sur la voie du développement durable, en se préoccupant des problèmes économique, social, et écologique. Chaque semaine, Metro, en tant qu'ambassadeur, se penche sur ces objectifs.

/// www.sdgs.be



AFP / B. Smialowski

La communauté internationale a adopté des objectifs de développement durable à atteindre d'ici 2030. Le 17e objectif liste les domaines et secteurs qui doivent rendre possible la mise en œuvre des 16 premiers.

L'aide publique au développement a atteint 135 milliards \$ en 2014. Un montant record, mais qui ne suffit pas pour financer une réduction de la pauvreté et un véritable décollage économique des pays qui le nécessitent. Les Nations unies estiment qu'une amélioration de la situation ne passera que par une mobilisation des ressources privées. « Des investissements à long terme sont nécessaires, telles que l'investissement direct étranger dans les secteurs clés, en particulier dans les pays en développement. Ces secteurs comprennent l'énergie durable, les infrastructures et le transport, et la technologie de l'information et des communications », prévient l'Onu.

Ces fonds devront notamment servir à renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation. Ils devront aussi promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement. Enfin, ils doivent rendre possible la création d'infrastructures et de réseaux de transport, de généraliser les énergies durables, et soutenir les systèmes de santé et d'éducation. Cet appel au privé ne dédouane pas les États de leurs responsabilités. Bien au contraire, puisqu'ils doivent se doter de plans d'action, de politiques budgétaires efficaces, et de législations adaptées. Il leur faudra donc des institutions efficaces et une administration capable d'obtenir des résultats.

CHIFFRE

0,7 %

L'Onu demande aux pays développés de consacrer 0,7 % de leur revenu national à l'aide aux pays en développement, et entre 0,15 % et 0,20 % à l'aide aux pays les moins avancés. En 2017, l'aide belge a baissé de 8,2 % pour atteindre 0,45 % du RNB. Seuls cinq pays respectent cet engagement : la Suède (1,01 %), le Luxembourg (1 %), la Norvège (0,99 %), le Danemark (0,72 %), et le Royaume-Uni (0,7 %).

INTERVIEW MINUTE

« Tout le monde doit contribuer à la réalisation des SDGs »

Réaliser l'ensemble des objectifs de développement durable d'ici 2030 va demander des moyens considérables. « Il faut mettre tout le monde autour de la table et travailler ensemble », plaide Jean-Yves Saliez, coordinateur des partenariats chez Enabel, l'agence belge en charge de la coopération gouvernementale.



Ph. Pexels

Que signifie le SDG 17 pour une agence de coopération ?

« Pour atteindre les SDGs, les besoins en sont énormes, tant en termes de financement que de compétences disponibles. Pour y parvenir, nous devons mobiliser tous les secteurs possibles, et travailler en réseau. Il faudra donc aussi avoir recours aux fonds et à l'expérience du secteur privé. Chercher de nouveaux moyens, auprès de tous les acteurs existants, fait partie de la mission de notre agence. Globalement, nous devons aller vers plus de partenariats. »

En quoi le secteur privé peut-il être complémentaire pour réaliser les SDG ?

« Prenons par exemple le secteur des assurances. Si on s'intéresse au cas d'un petit paysan en Afrique, qui a besoin de négocier un crédit pour améliorer son exploitation, on sait qu'il va avoir besoin de donner des garanties sur ses revenus. Le secteur des assurances reste peu développé en Afrique. Dans ce contexte, la collaboration entre une agence de développement publique, très rodée à tra-

vailler dans des contextes fragiles, et assureur privé prend tout son sens. Voilà le genre de cas où une agence de coopération peut entraîner dans son sillage des acteurs privés afin d'avancer plus vite vers la réalisation des SDGs. »

Le SDG 17 demande également de s'unir pour développer les nouvelles technologies.

« Le monde digital peut faire beaucoup pour le développement. Il y a déjà des applications qui ont montré leur efficacité à petite échelle pour la réalisation des SDGs en Afrique. Nous allons donc lancer cette semaine 'Wehubit', un appel à projet pour aider ces applications à grandir. L'Afrique est un continent de créativité dans ce domaine, et la vieille Europe n'est plus nécessairement en pointe, mais elle peut aider ces innovations à prospérer. Là aussi, c'est une illustration de la valeur ajoutée d'approche faite de partenariats. Cette tendance générale est très encourageante. »

(cg)

Comment s'investir ?

» Encouragez une plus grande responsabilité sociale des entreprises envers des projets liés au développement durable dans les pays en voie de développement.

» Poussez les écoles à adopter le travail d'équipe en dehors de la classe, dans les communautés locales.

» Montrez le pouvoir des partenariats à travers des documentaires de 'success story'.

» Collaborez avec des organisations qui ont besoin de finance-



Ph. D.R.

ment dans des domaines qui vous tiennent à cœur.

» Pratiquez le travail d'équipe à la maison ; organisez des activités avec tous les membres de votre famille.